



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LE CAPITALISME, C'EST LE CHAOS ET LA MISERE

■ Le capitalisme nous donne chaque jour l'image d'une société dominée par une barbarie et une misère de plus en plus atroces pour l'ensemble de l'humanité. Ces dernières semaines, les médias ont rendu compte de la gravité de la famine, qui, une fois encore, menace la population en Ethiopie, des émeutes de la faim dans les pays d'Amérique latine et d'Afrique, de la mise en place de plans d'austérité draconiens en Grèce, en Corée du Sud, au Brésil, où ce sont des dizaines de milliers d'ouvriers qui, dans les mois à venir, vont se retrouver brutalement réduits au chômage... Aujourd'hui, l'image que donne les pays du tiers monde, celle d'un immense bidonville dans lequel des millions d'êtres humains croupissent sans autre espoir de survie que la mendicité, le vol, le pillage, tend de plus en plus à gagner les pays les plus "riches". En France, comme dans tous les Etats industrialisés, c'est quotidiennement que la classe ouvrière subit des attaques contre l'ensemble de ses conditions de vie : préparatifs de licenciements massifs partout en Europe occidentale, attaques contre les salaires, précarité de l'emploi condamnant de plus en plus d'ouvriers à vivre au jour le jour, chômage permanent pour les jeunes comme pour les travailleurs licenciés, qui ont de moins en moins de perspective de retrouver un emploi. Cette misère absolue, inhumaine, qui se développe dans les grandes concentrations industrielles d'Occident, nous est révélée au grand jour quotidiennement par le nombre croissant de sans-abris, de mendiants, par toute cette partie de la jeunesse condamnée à la délinquance, à la drogue, à vivoter grâce aux petits boulots ou aux petits trafics de toutes sortes.

Cette réalité du monde occidental, et qui n'est rien d'autre que la conséquence désastreuse de l'aggravation de la crise économique mondiale, la bourgeoisie ne peut la cacher de même qu'elle ne peut masquer la barbarie guerrière qui, comme dans les territoires occupés par Israël, continue à se déchaîner dans les pays périphériques. Dès que les conflits militaires cessent ou s'atténuent à un endroit, ce sont de nouveaux massacres qui ressurgissent à un autre point du globe. Quand les canons se taisent en Iran-Irak, c'est le Cachemire qui est mis à feu et à sang.

Face à cette réalité hideuse et difficile à farder, comment faire croire aux prolétaires que, après la faillite des pays soviétiques "communistes", seul le capitalisme "libéral" et "démocratique" peut offrir un avenir radieux à l'humanité ? La réalité mise à nu par l'effondrement de l'économie mondiale, l'horreur qu'elle tend de plus en plus à dévoiler, ne peut que venir apporter un démenti cinglant à tous les discours de la bourgeoisie occidentale. C'est bien pour cela qu'aujourd'hui, on assiste au déchaînement de toute une série de campagnes qui cherchent à nous faire oublier les vrais problèmes, à nous faire croire une fois encore que la démocratie est notre bien le plus précieux, un acquis qu'il nous faudrait défendre contre tous ceux qui peuvent la menacer. Ainsi, ces dernières semaines ont été marquées de nouveau par un battage as-

sourdissant autour des élections en Roumanie, où on nous a montré les images de toute une population allant pour la première fois depuis des décennies, et massivement, user enfin de ce "droit" de vote sauvagement confisqué par la dictature stalinienne. Mais aujourd'hui que le stalinisme ne peut plus nous être présenté comme un danger pour la démocratie, on vient encore nous raconter qu'il faut resserrer les rangs derrière toute la classe dominante pour sauver la démocratie menacée par le "péril fasciste". Et voilà que tous nos bourgeois démocrates, de droite comme de gauche, se jettent comme des vautours sur l'affaire de Carpentras, les profanation de tombes juives et autres exactions répugnantes de quelques excités. On agite à tour de bras l'épouvantail du nazisme pour tenter de nous faire oublier que c'est le capitalisme dans son ensemble qui a perpétré les pires crimes contre l'humanité. C'est bien cette réalité que toute la bourgeoisie, et son gouvernement "socialiste", cherche à nous occulter lorsqu'elle balance un des siens, Le Pen, après l'avoir largement exploité et monté en épingle pour les besoins de sa politique électorale. Comme si le sinistre Le Pen et ses acolytes étaient responsables de tous les malheurs du monde ! Comme si ce n'était pas des "démocrates", et même des "socialistes", qui, aujourd'hui, envoient les paras pour sauver une des tyrannies les plus corrompues d'Afrique, celle d'Omar Bongo !

Tout ce brouillard idéologique ne vise en réalité qu'un seul objectif : accentuer encore le débousolement actuel de la classe ouvrière, lui faire oublier la misère, la barbarie et l'inhumanité de ses propres conditions d'existence afin de la dévoyer de son terrain de classe et l'enchaîner derrière la défense de l'Etat "démocratique", qui n'est rien d'autre que la dictature de la bourgeoisie sous sa forme la plus hypocrite.

Plus le capitalisme s'enfoncé dans sa crise chronique et sans issue, met à nu sa propre pourriture, et plus la classe dominante a besoin de déverser ses mensonges pour masquer la seule perspective porteuse d'avenir pour l'humanité : la destruction par le prolétariat de ce système moribond et l'édification d'une véritable société communiste mondiale. C'est pour cela que l'agonie des régimes stalinien est exploitée au service de gigantesques campagnes sur le thème de la "mort du communisme". Malgré ses "défauts", le capitalisme serait encore le "meilleur des mondes possibles". C'est ainsi qu'on veut encore nous faire croire que, si le monde va mal, c'est à cause des mauvais régimes, d'une mauvaise gestion de l'économie, des mauvais dirigeants ou encore des mauvais choix politiques. On nous chante que, dans les pays de l'Est, la démocratie et l'économie libérale vont pouvoir sortir des dizaines de millions d'être humains de l'enfer dans lequel les a plongés la dictature des régimes stalinien.

Lorsqu'on voit qu'à l'ouest, l'économie libérale est synonyme de licenciements massifs, lorsque des millions de sans-abris errent dans des grandes métropoles comme New York, Paris ou Londres, on imagine ce qui attend la population des

pays "libérés" du stalinisme : une misère, des famines et des souffrances comme jamais elle n'en a connu depuis la seconde guerre mondiale. Déjà, les premières mesures de libéralisation de l'économie en Hongrie, en Tchécoslovaquie et surtout en Pologne commencent à se solder par une chute brutale du pouvoir d'achat des ouvriers et surtout par une explosion massive du chômage, donnant un avant-goût de la misère effroyable qui va frapper l'ensemble de la classe ouvrière de ces pays dans les mois et les années à venir. Voilà ce qu'est la démocratie et ses fameux "droits de l'homme" : le seul "droit", pour les masses exploitées, c'est celui de crever de faim et de froid, c'est celui de se faire réprimer, massacrer et emprisonner dans les geôles de l'Etat "démocratique" lorsque cette misère devient si insupportable qu'elle pousse les prolétaires à riposter comme on le voit aujourd'hui en Pologne ou en Corée du Sud.

Cette spirale infernale qui plonge l'humanité dans une misère, un chaos et une barbarie sans fin, la bourgeoisie ne peut l'arrêter, bien au contraire. C'est elle et son système en pleine putréfaction qui en sont les seuls responsables. Pour la classe ouvrière, il n'y a qu'une seule issue, une seule voie, pour sortir de cet enfer quotidien : rejeter toutes les sirènes de la bourgeoisie qui cherchent à l'entraîner derrière l'union nationale avec ses propres exploités. Elle doit lutter partout sur son propre terrain de classe, celui de la défense de ses conditions de vie, contre les attaques sur les salaires, contre les licenciements, le chômage, la précarité de l'emploi... Et pour pouvoir se battre efficacement, elle ne doit pas laisser le champ libre aux syndicats et à leurs appendices gauchistes, qui ne sont rien d'autre que les agents de l'Etat capitaliste dans ses rangs.

Avril
(24/5/90)

SOMMAIRE

FRANCE

- . Attaques anti-ouvrières p.2
- . Le PS contre les immigrés..... p.3
- . Le trotskysme contre la classe ouvrière..... p.3
- . LO, auxiliaire zélé de la bourgeoisie..... p.3

SITUATION INTERNATIONALE

- . Pologne :
 - . un cauchemar pour les ouvriers..... p.4
 - . Solidarnosc affronte la riposte ouvrière p.4
- . Réunification de l'Allemagne..... p.5
- . Lituanie : le soutien occidental à Gorbatchev p.5
- . Plan d'austérité au Brésil p.6
- . "Territoires occupés"..... p.6
- . Gabon : l'impérialisme français à l'oeuvre p.7

CARPENTRAS RACISME ET ANTI-RACISME : deux idéologies contre le prolétariat

■ Voilà que notre bourgeoisie se prétend "profondément émue, choquée, bouleversée et soulevée d'indignation" après la sinistre et atroce profanation des tombes juives à Carpentras ! La voilà qui s'agite et se mobilise tout à coup "contre la montée de l'antisémitisme et du racisme", voire le danger du fascisme !

On tombe d'accord : Le Pen et le Front national sont responsables de Carpentras, "au moins moralement" ; hop, en quarantaine... pour quelque temps. Et puis on se retrouve ensemble, "entre démocrates", pour discuter "démocratiquement" du "grave problème de l'immigration" (censé ici être directement lié au racisme) au Parlement, ensuite autour "d'une table ronde". On va même jusqu'à descendre, toujours ensemble, sur le pavé parisien pour marteler : "Carpentras, plus jamais ça !". "Le sursaut", titrait "Libération" le 15 mai ; le terrain "d'un vaste consensus national" a été trouvé pour la première fois depuis plus de quarante ans, s'extasiaient tous les médias. Extraordinaire, non ?

L'HYPOCRISIE BOURGEOISE FACE A L'ANTISEMITISME ET AU RACISME

Gigantesque entreprise de mystification, oui !

C'est avec le plus total cynisme, avec l'hypocrisie la plus consommée, que toutes ces crapules ont déversé leurs larmes de crocodile sur les tombes de Carpentras et qu'ils se lamentent sur le climat d'antisémitisme et de racisme.

L'antisémitisme ? La bourgeoisie s'en moque bien et s'en est toujours éperdument moqué comme d'une guigne. Elle a eu l'occasion d'en fournir la preuve irréfutable au milieu même de la dernière guerre interimpérialiste mondiale face à l'"Allemagne nazie" quand, en avril 1944, c'est un ministre d'Etat britannique délégué par le haut commandement des Forces alliées qui a rejeté catégoriquement la proposition du responsable SS des questions juives, Eichmann : négocier l'échange d'un million de juifs contre 10 000 camions, comme étant "sans aucun intérêt". Il a même froidement décliné l'offre de sauver ne serait-ce que 100 000 juifs ou même moins en répliquant à l'intermédiaire (juif !) : "Où les mettrait-on ? Personne ne voudra les recevoir...". L'Etat allemand a certes été le bourreau de six millions de Juifs, mais tous les Etats bourgeois portent la coresponsabilité de leur mort, alors qu'ils viennent aujourd'hui encore feindre de clamer leur horreur insondable devant l'holocauste des nazis.

D'ailleurs, cette complicité dans les massacres perpétrés dans les conditions les plus atroces va de pair avec la barbarie que nos "grands démocrates" humanistes ont toujours su eux-mêmes employer quand ils arrosaient de bombes à phosphore Dresde et Hambourg, faisant à la fin de la guerre, en une seule nuit, des centaines de milliers de victimes, ou quand ils exterminaient, en quelques secondes à peine, d'autres centaines de milliers de vies humaines par l'explosion de leur bombe atomique sur Hiroshima et Naga-

saki. Des bombardements de Sétif aux nuages de napalm au Vietnam, en passant par toutes les armes classiques ou sophistiquées vendues par les grandes puissances impérialistes aux belligérants locaux depuis plus de quarante ans, il serait impossible de dresser un bilan exhaustif des massacres terribles commis par les démocraties bourgeoises sur de réputées "innocentes victimes", sur les seules populations civiles.

Le racisme ? La bourgeoisie n'en a pas davantage cure ! Quelle écoeurante duplicité elle déploie. Tandis que le PS cherche à apparaître comme le fer de lance de la croisade antiraciste de la bourgeoisie, le gouvernement qui porte la même étiquette "socialiste" ne cesse de mener depuis 1982 au nom "du contrôle nécessaire des flux migratoires" une vulgaire politique anti-immigrés, qui n'est en fait qu'un aspect particulier de sa politique générale antiouvrière : traque et expulsions des "travailleurs clandestins" à tour de bras, licenciements prioritaires des "étrangers" dans l'industrie, etc...

Il faut rappeler qu'en 1982 et 1983, c'est le "socialiste" Mauroy, alors Premier ministre, qui, lors des grèves à Talbot-Poissy et à Citroën-Aulnay, accusait les grévistes d'être manipulés par une poignée d'intégristes religieux.

Plus récemment, le gouvernement PS montait en épingle et exploitait l'"affaire des foulards islamiques", qui tendait à faire apparaître, dans une partie non négligeable de l'"opinion publique", derrière chaque immigré un fanatique

(SUITE PAGE 2)

RENAULT, PTT, EDF...

COMMENT GOUVERNEMENT ET SYNDICATS FONT PASSER LES MESURES D'AUSTERITE

■ La pression médiatique syndicale aura été intense tout au long des mois d'avril et mai. Série d'"actions" syndicales contre le "démantèlement du service public", "temps forts" aux PTT, "grève nationale" du 18 avril à EDF (pour le "44e anniversaire de la nationalisation"), "culminant", ou plutôt se noyant, dans les manifestations nationales de la fonction publique le 26 avril, et tout naturellement échouant devant Matignon, comme un ballet réglé d'avance.

Où était la défense des intérêts ouvriers, tous secteurs confondus, dans cette cacophonie "pour la défense de la fonction publique" -où les travailleurs ont peu participé-, dans cette mise en scène médiatique pour "maintenir la pression" de... la confusion ?

Pourtant, il est certain que les licenciements qui pleuvent à Renault, les dizaines de milliers de suppressions de postes aux PTT, à la SNCF, à la RATP, à EDF, les "surnombres", la généralisation de la flexibilité de l'emploi, sont de claires attaques gouvernementales contre lesquelles il faut lutter.

Mais comment lutter quand les syndicats, montés en première ligne de cette offensive médiatique contre l'ensemble de la classe ouvrière, nous invitent à les suivre sur le terrain vague de la défense du "service public" et des "statuts", tout comme hier ils menaient à la défaite les ouvriers du privé au nom de la "sauvegarde de l'entreprise" et du "produire français" ?

La fonction de toute cette agitation syndicale tous azimuts était pourtant bien de troubler les esprits, de faire du vent avec toute cette série de semblants de lutte, de semblants d'union POUR MIEUX FAIRE PASSER LES ATTAQUES DU GOUVERNEMENT.

DES ATTAQUES QUI VISENT A GENERALISER LA FLEXIBILITE ET LA PRECARITE DU TRAVAIL

L'Assemblée nationale, ce repaire de menteurs corrompus qui s'annient mutuellement, pouvait alors prendre le relais, ratifiant successivement les décisions du gouvernement dès lors que le mécontentement ouvrier était égaré dans la rue : changement de statut de Renault (28 avril), des PTT (12 mai), après de multiples "enregistrements" du même ordre contre la classe ouvrière. Le Conseil des ministres n'était pas en reste le 16 mai, officialisant la généralisation du travail précaire, comme pour mieux signifier qu'il s'agit bien d'attaques contre les conditions de vie de toute la classe ouvrière. Dans la compétition mondiale exacerbée, l'Etat capitaliste et ses patrons ont besoin d'une malléabilité accrue de la main-d'oeuvre face aux fluctuations de la crise économique. La loi du profit implique de rendre les travailleurs malléables et corvéables pour les variations "saisonnnières" des entreprises, les "contrats à durée déterminée", les "petits boulots" sous-rémunérés. La gestion des effectifs, qui suppose de pouvoir débaucher du jour au lendemain, passe par l'explosion du travail "précarisé", qui, selon le CNPF, constitue une

"complémentarité dont l'utilité économique est indéniable" (déclaration du 23/03/90).

Prolongement des lois Auroux, Delebarre, Séguin, Soisson, le système de flexibilité a pour but de "dégraisser les effectifs sans risquer l'explosion sociale" (ainsi que le constate laconiquement "Le Monde" du 10 mai), de poursuivre la suppression de dizaines de milliers de postes, de déplacer les travailleurs à la demande... Des dizaines de milliers d'emplois ont été supprimés dans l'automobile, dans les mines, dans la sidérurgie... depuis neuf ans de pouvoir alterné de la gauche et de la droite, mais ce n'est rien à côté des suppressions de postes et d'emplois qui vont encore concerner Renault, Chausson Gennevilliers, Dassault à Saint-Cloud, les hôpitaux, la RATP, la SNCF, l'EDF, les PTT...

L'attaque est en plein développement et s'intensifie aujourd'hui en direction du secteur public, secteur qui a déjà subi ces dernières années les pires détériorations sur le plan des salaires (rappelons-nous les grandes grèves de la SNCF en 1986-1987, de la santé en 1988) et où le gouvernement, aujourd'hui, cherche à généraliser les attaques contre les conditions de travail et les mesures de flexibilité qui sont déjà monnaie courante dans le privé. Déjà, aux PTT, sont employés des travailleurs précaires, tout comme EDF a commencé d'avoir recours aux TUC, généralise les horaires décalés, instaure un dualisme entre employés fixes et intérimaires précarisés.

LES SYNDICATS SE CHARGENT DE LES FAIRE PASSER

Les forces gouvernementales et syndicales, concrètement complices, n'auront fait que discourir et agir pour démanteler toute véritable riposte ouvrière contre la généralisation de la flexibilité du travail. N'est-ce pas ces mêmes syndicats qui ont saboté toutes les principales luttes de ces dernières années en les enfermant dans des revendications spécifiques et en organisant la dispersion ? Aujourd'hui encore, ils organisent des simulacres de lutte : réunions d'informations inconsistantes d'où chacun repart déçu et amer, pétitions pour la gloriole, grève de quinze minutes ou d'une demi-journée et blocage de leurs comités paritaires à EDF avec une façade d'unité, parodies de lutte organisée tour à tour dans les centres de distribution et information cloisonnée ; aux PTT appel à la "guérilla contre le projet Quilès" et manifestations en ordre dispersé (voir "RI" n° 190), pareil à l'ANPE...

Il faut lutter, mais la lutte derrière les syndicats est un combat perdu d'avance. Les syndicats sont unis quand ça les arrange. Un jour, ils sont unis, mais parce que la résignation domine, le lendemain, ils sont désunis parce que la colère ouvrière est trop grande et qu'il s'agit pour eux de la disperser. Unis ou désunis, ils manoeuvrent toujours contre les ouvriers.

Avec leurs multiples appels à se mobiliser pour tout et n'importe quoi, les syndicats jouent pleinement leur fonction de sabotage pour rendre impuissante la riposte en troublant les esprits dans le faux choix contradictoire :

- soit se laisser entraîner par eux dans les diverses impasses de la défaite mijotée par eux ;
- soit refuser de se soumettre à leurs diktats et simulacres de lutte et rester paralysés.

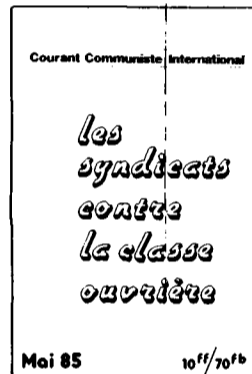
Certes, les ouvriers ne se sont pas laissé entraîner dans la "guérilla" aux PTT, la grève "nationale" CGT à EDF a été un fiasco et l'union intersyndicale qui a suivi pour les "bonnes restructurations" n'a pas entamé la méfiance des employés. Si les appels à la grève sans tenants ni aboutissants et les vulgaires pétitions syndicales se sont avérées dérisoires pour lutter vraiment contre la flexibilité généralisée, le fait de marquer le pas ne suffit pas. Les restructurations sont bien effectives. Il faudra se donner les moyens d'engager le combat. Les attaques conjointes gouvernement-syndicats nécessitent une réponse à la hauteur.

Les ouvriers et employés de tous les secteurs qui ont refusé de se laisser manoeuvrer doivent mesurer la gravité de l'offensive et réfléchir aux moyens adéquats pour y répondre. Il leur faut refuser de se laisser diviser par les spécificités que définissent les syndicats. Ils ont à comprendre qu'avec l'uniformisation qui est faite aux conditions de vie des ouvriers, qu'ils soient exploités dans le privé ou dans le secteur public, aller revendiquer derrière les syndicats pour "son" statut, "son" régime particulier, c'est se laisser bernier d'abord, se condamner à l'impuissance ensuite et aller encore et toujours à la défaite et à la démoralisation.

LA LEÇON DE LA PERIODE ACTUELLE EST QUE NOUS NE POURRONS SORTIR DE CETTE AMBIANCE DE DEBOUSSOLEMENT QU'EN ENGAGEANT LA LUTTE POUR NOS REVENDICATIONS, HORS DES SYNDICATS ET CONTRE EUX.

Gieller

Lisez
notre brochure



RACISME ET ANTI-RACISME ...

(SUITE DE LA PAGE 1)

potentiel. La gauche, comme la droite, n'a pas hésité non plus, en évoquant les "problèmes d'intégration", à amalgamer abjectement immigration et délinquance en désignant les cités ouvrières.

Les ouvriers ne doivent pas oublier non plus que le PCF, ardent défenseur de la cause anti-apartheid en Afrique du Sud, ne dédaigne pas et même n'a jamais manqué de s'illustrer ici par le chauvinisme et le racisme les plus virulents que ce soit en envoyant en 1978 un bulldozer contre un foyer de travailleurs immigrés à Vitry, les jetant ainsi à la rue, ou, comme récemment, en tenant une campagne électorale sur un terrain ouvertement et strictement xénophobe à Clichy-sous-Bois (voir "RI" n° 189, avril 1990).

Pendant des années, la gauche et la droite ont cherché à utiliser Le Pen dans leurs calculs, leurs combines et leurs manoeuvres politiciennes tantôt comme repoussoir, tantôt dans des stratégies d'alliance. En fait, c'est l'ensemble de la bourgeoisie qui utilise indifféremment selon les circonstances le visage idéologique du racisme ou celui de l'antiracisme parce que ces idéologies, l'une comme l'autre, remplissent la même fonction : elles correspondent à une même entreprise de division de la classe ouvrière. L'une comme l'autre reviennent à isoler le travailleur immigré du français, les enfermant chacun tout autant derrière des problèmes "spécifiques", particuliers, en tant que membre d'une race différente et non d'une même classe. Le débat sur l'immigration, qui cherche à faire établir une distinction fondamentale entre travailleurs "clandestins" et "légaux", entre "mauvais" et "bons" immigrés, comme la fausse opposition entre racisme et antiracisme n'ont pas d'autre rôle que celui de servir d'alibi, de feuille de vigne aux manoeuvres de division de la bourgeoisie. Et ce sont toutes les fractions de cette classe, sans exception, qui les exploitent.

Les racines de l'antisémitisme comme du racisme en général résident dans le fonctionnement concurrentiel exacerbé de l'économie capitaliste et des antagonismes sociaux qu'engendre cette concurrence.

Les ouvriers peuvent bien avoir des préjugés racistes, qui leur sont transmis par la classe dominante, ils sont la seule classe de la société capitaliste dont les membres n'ont pas des intérêts matériels différents et concurrentiels, mais au contraire communs, c'est pourquoi eux seuls peuvent et doivent s'unir dans une même lutte.

UNE CAMPAGNE D'INTOXICATION IDEOLOGIQUE...

Les hauts cris que pousse la bourgeoisie aujourd'hui sont voués à alimenter une gigantesque campagne d'intoxication idéologique principalement dirigée contre la classe ouvrière.

Cette campagne sert d'abord à créer et dresser un écran de fumée destiné à occulter aux yeux du prolétariat ses véritables problèmes : la profondeur de la crise économique du capitalisme, les conditions de misère dans lesquelles les ouvriers sont de plus en plus réduits. Ainsi apparaît la brailarde campagne "antiraciste" du PS, épaulé par ses suppôts les plus dévoués sur ce terrain comme SOS-Racisme, le MRAP, la LICRA ou la Ligue des droits de l'homme, campagne qui s'appuie non seulement sur l'effet Carpentras mais encore sur les affiches racoleuses : "Le racisme sera-t-il le Mur des Français ?".

Cela lui sert précisément de paravent au moment où le gouvernement social-démocrate assène de nouveaux coups à l'ensemble de la classe ouvrière sur le terrain économique.

Accessoirement, cette campagne tente de redresser le crédit général de la classe politique -et du gouvernement lui-même au premier chef- en faisant passer sous la table, la fameuse (et impopulaire) mesure d'amnistie générale réservée aux seuls politiciens compromis dans de nombreux et divers tripatouillages financiers, magouilles immobilières ou détournements de fonds publics...

En fait, bien au-delà, ce ramdam permet à cette campagne particulière de s'inscrire dans le même cadre et de rejoindre une campagne idéologique de dimension internationale, assurément la plus importante et la plus sérieuse qu'ait pu susciter la bourgeoisie ces dernières années : la défense de la démocratie, cette idéologie renaissante dans les années 70 avec le thème de la "défense des droits de l'homme", vient de connaître un énorme regain de crédit depuis six mois avec l'effondrement spectaculaire du bloc de l'Est et l'éclatement des régimes stalinien. Ces événements ont conforté largement jusque dans les rangs de la classe ouvrière à l'ouest comme à l'est, l'idée de victoire de la démocratie sur le communisme. Aujourd'hui, alors que les vapeurs de l'ivresse démocratique commencent à s'estomper à l'est, le nouveau thème de la "démocratie contre le danger fasciste" vient relancer et accentuer le battage pour la défense des valeurs démocratiques contre toutes les idéologies totalitaires.

Cette campagne permet également à la bourgeoisie de distiller plus fortement son poison nationaliste en posant d'emblée les problèmes toutes classes confondues, sur le plan de la nationalité ou de la race, poussant notamment les ouvriers à réagir non plus sur le terrain de classe mais en tant que Français, Arabes ou Juifs, par exemple.

La bourgeoisie a fait d'ores et déjà valoir sa capacité à réaliser une "union sacrée" après Carpentras, de Chirac à la LCR, et tous les médias n'ont pas manqué de mettre en avant ces forts remugles d'"union nationale" avec des manchettes enthousiastes : "L'union nationale dans la rue" ("Libération"), "La France unie !", ("L'Humanité"), "Anti-

sémitisme : le non de la France" ("Le Nouvel Observateur") ou encore : "Contre le racisme, l'anti-sémitisme, la haine de l'autre... la France !" ("L'Événement du jeudi").

... DIRIGEE CONTRE L'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE

Toute cette campagne est en réalité une gigantesque offensive idéologique dirigée contre la classe ouvrière. Ce que cherche la bourgeoisie, c'est d'abord à pousser encore plus loin dans son débousolement une classe ouvrière, déjà profondément désorientée depuis six mois par tout le battage mensonger autour du triomphe du capitalisme sur le communisme, odieusement assimilé au stalinisme.

Elle tente de piéger ensuite les ouvriers pour les détourner de leur terrain de classe, de leurs préoccupations essentielles et surtout de leur unité de classe. Elle cherche ainsi à atomiser au maximum les ouvriers en les poussant à réagir et à s'exprimer en tant que simples citoyens et même en tant qu'individus coupés de toute collectivité et de la vie sociale, en les persuadant qu'ils sont réduits à l'impuissance et à la peur face au monde et aux autres.

Elle entreprend de tout faire enfin pour amener les ouvriers sur son terrain à elle : la défense de la démocratie et de la nation, n'ayant de cesse de les enchaîner, de les mobiliser derrière son Etat.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Il suffit de lire la diatribe frémissante d'un J.F. Kahn dans son éditorial de "L'Événement du jeudi" du 17 mai pour voir où cela mènerait ! "Le 14 mai, un de Gaulle collectif répond à Pétain, la France à l'anti-France. Pour la première fois depuis dix ans, tous les fils de la sensibilité humaniste se nouent ensemble, dans un même écheveau de colère, de refus, les composantes démocratiques, libérales, chrétiennes, socialistes du pays réel... La France est là... parce que ses valeurs aussi sont là. Surgies d'une épopée dont les trois affluents, le blanc d'Henri IV, le bleu de Danton, le rouge de Jaurès, se sont fondus en ce cri tricolore que surent toujours pousser, aux heures sombres de la revanche noire, les Clemenceau et les Jean Moulin, les Denfert-Rochereau et les Guy Môquet... Cette France-là est la vraie."

Ces discours cocardiers, tonitruants, que la bourgeoisie fait de nouveau retentir aux oreilles des ouvriers doivent leur rappeler ce qu'ils portent en eux historiquement. Les prolétaires doivent se souvenir qu'en d'autres circonstances bien plus tragiques et de sinistre mémoire, ces appels faits au nom de la défense de la démocratie et de la nation les ont conduits à s'entremassacrer dans les deux boucheries impérialistes mondiales.

L' ANTI-RACISME DU PS A L' OEUVRE... CONTRE LES IMMIGRES

■ Le PS, champion de la politique d'intégration des immigrés, leader de la croisade antiraciste, modèle de la tolérance démocratique ?

Bel exemple d'intégration qu'il fournit avec son gouvernement depuis des années auprès des ouvriers de Renault ou de Citroën dont les fameux "immigrés" figurent régulièrement en priorité et fournissent les gros contingents sur les listes de licenciements ! Et ce sont encore eux qui, à n'en pas douter, seront les cibles "privilégiées" de la vague de nouveaux licenciements promis dans le secteur automobile au cours des prochains mois.

Voilà ce que préparent concrètement les mesures concoctées par le gouvernement sur l'immigration. Voilà quels sont les seuls résultats tangibles que peut attendre le prolétariat de la campagne actuelle sur le terrain du racisme et de l'antiracisme.

Bel exemple d'intégration que celui de familles ouvrières entières dont un grand nombre se trouvent être composées d'immigrés d'origine africaine (plus de 350 personnes dont la moitié sont des enfants), expulsées manu militari des logements qu'elles occupaient "illicitement" dans les XI^e, XX^e ou XIX^e arrondissements de Paris ! Aujourd'hui encore - un mois après leur expulsion -, la plupart d'entre elles sont sans abri et couchent sur le trottoir. Bien sûr, l'ordre est venu de la mairie chiraquienne mais on apprend incidemment (dans "Libération" du 8 mai) que l'expulsion a eu lieu "grâce aux renforts d'importantes forces de police (40 cars de CRS !) obligamment fournis par le ministre de l'Intérieur (le socialiste Joxe, NDLR) et a été cautionnée par le conseiller de Paris du PS, Georges Sarre".

Mais, que voulez-vous, ce sont des "illégaux", des "squatters", de "mauvais" immigrés : certains d'entre eux ayant eu le mauvais goût d'occuper un immeuble neuf construit par la municipalité, après un ras-le-bol d'attendre en vain un relogement en HLM promis depuis 1986 et suite à un incendie "de type raciste" d'un hôtel meublé - "crime" en son temps dénoncé à cor et à cri par le PS alors "dans l'opposition". D'autres payaient bien leur loyer, mais se trouvaient en situation tout autant "illégale" parce que sous le coup d'un arrêté d'expulsion, leur immeuble étant déclaré "insalubre et dangereux, menaçant de s'écrouler", en réalité parce que ce terrain avait été vendu à des promoteurs ayant obtenu un permis de démolir pour construire une résidence de luxe dans un quartier en pleine rénovation...

Ce ne sont pas davantage des scrupules "antiracistes" exagérés qui peuvent étouffer le PS, qui, depuis 1982, n'a cessé d'être la fraction la plus active et la plus efficace de la bourgeoisie contre l'immigration. Des lois Questiaux aux mesures aujourd'hui promulguées par le plan Rocard en passant par les lois Auroux, Dufoix et Joxe, les ouvriers immigrés ont été l'objet de mesures de contrôle, de flicage et de répression particulièrement attentives. Pour mémoire, rappelons que la méthode de "retour au pays" en express par avions charters n'a pas été inventée par le RPR Pasqua mais qu'elle a été conçue et inaugurée par son prédécesseur socialiste, Joxe.

La chasse aux clandestins, le renforcement des contrôles policiers tous azimuts dans le métro, les lieux publics, dans la rue ou aux postes frontière, sont devenus manifestes pour tous les travailleurs immigrés : déjà, avant ces mesures pour lesquelles des budgets et des effectifs supplémentaires ont été consentis, les "résultats" étaient loin d'être négligeables : "12 000 étrangers ont été refoulés aux frontières" au cours de la seule année 1989, autrement dit interdits d'accès au pays alors qu'il y avait, pour la même période, 5 500 agents chargés exclusivement du contrôle des frontières, soit en moyenne un flic tous les 500 mètres de frontière. Le gouvernement est resté plus discret sur le nombre - sans doute plus considérable - d'expulsions vu les moyens mis en oeuvre. Pour le reste, le PS s'était également engagé dans ses mesures, à définir des quotas d'immigration dans les municipalités et à "lutter contre la trop forte concentration d'immigrés". Ce qui a poussé plusieurs maires à appliquer illico ces mesures, tel refusant de signer de nouveaux certificats d'hébergement d'étrangers dans sa ville comme à Sartrouville ou à Chelles, tel autre refusant d'inscrire des enfants d'immigrés dans les écoles comme à Montfermeil, tel encore en interdisant tout rassemblement d'immigrés dans le centre ville comme à Hautmont.

Quelle surprise, quelle peine ont donc dû éprouver ces bons "socialistes" si "démocrates" qui nous gouvernent devant ces curieuses poussées de fièvre racistes qui font tâche à la tradition "démocratique" et "d'accueil" de la nation française.

"Tolérance démocratique" avant tout, certes, mais holà ! il y a aussi des limites, quoi ! D'abord, "le seuil de tolérance a été atteint..." dans les années 70 a répété Mitterrand. Ca fait donc vingt ans qu'elles seraient dépassées, que diable ! Et puis, comme l'a dit Rocard, "la France ne peut pas héberger toute la misère du monde !" Et voilà pourquoi toutes ces mesures-là sont prises ! On n'en est pas moins humanistes, pas vrai ?

Le "consensus national", oui, il existe bel et bien aujourd'hui, mais pas, comme toute la bourgeoisie cherche à nous le faire croire, dans une quelconque volonté de sa part de stopper ou de détruire le racisme. Cela ne correspond nullement à son projet et, le voudrait-elle, elle en serait parfaitement incapable. Son "consensus général", c'est à l'inverse pour... stopper l'immigration qu'elle le trouve, mesure devenue une nécessité pour l'ensemble de la bourgeoisie dans sa crise économique et pour continuer... à s'attaquer toujours plus violemment à l'ensemble de la classe ouvrière et à ses conditions d'existence.

Daniel

REEDITION DE NOTRE BROCHURE : LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

■ Pour Marx, Engels, Lénine, Luxemburg et pour l'ensemble du mouvement marxiste, le communisme a toujours signifié la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, la fin des classes, la fin des frontières, cela n'étant possible qu'à l'échelle mondiale, dans une société où règne l'abondance, et dont le fondement est "à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités".

Prétendre qu'il y aurait quelque chose de "communiste" ou d'engagé sur la voie du "communisme" en URSS et dans les pays de l'Est alors que règnent en maître exploitation, misère et pénurie généralisée, représente le plus grand mensonge de toute l'histoire de l'humanité...

Les trotskistes n'ont cessé de participer à assoier et à renforcer ce mensonge comme ils n'ont cessé de pousser, partout où ils le pouvaient, les ouvriers dans les griffes du stalinisme. Maintenant qu'il n'y a plus aucun doute sur la nature bourgeoise des pays de l'Est, de leurs Etats et des PC, les trotskistes - celles que soient leurs "dénonciations" actuelles des régimes barbares de l'Est et les "proclamations d'innocence" par rapport à leur collusion permanente avec le stalinisme - ne peuvent plus cacher ce qu'ils sont réellement et profondément : des contre-révolutionnaires, des mystificateurs et des ennemis de la classe ouvrière.

Cette réalité n'est pas pour étonner ou surprendre les révolutionnaires (en particulier le CCI) qui l'ont toujours mise en évidence et qui ont toujours dénoncé ce courant gauchiste, que ce soit au niveau de ses positions fondamentales ou au niveau de sa pratique antiouvrière.

Cette dénonciation s'est faite, au fil des années, toujours plus pressante mais elle prend, aujourd'hui, une signification de plus en plus concrète et fondamentale pour le combat de la classe ouvrière et pour le renforcement de sa conscience politique.

Voilà pourquoi nous rééditons cette brochure (1), qui a pour objectif principal de mettre en évidence la nature bourgeoise du trotskisme et la frontière de classe qui le sépare du prolétariat ainsi que de ses véritables organisations révolutionnaires.

LE PASSAGE DU TROTSKISME DANS LE CAMP CAPITALISTE

Dans cette dernière édition, de nouveaux textes (sur la politique des trotskistes pendant la seconde guerre mondiale et pendant la période des années 70) ont été ajoutés pour renforcer cet objectif ; ainsi qu'un texte sur Trotsky qui, malgré les erreurs graves qu'il a commises vers la fin de sa vie (erreurs que nous critiquons sans concessions), n'en demeure pas moins une des plus grandes figures de l'histoire du mouvement ouvrier et de ce fait, ne peut être assimilé aux organisations bourgeoises qui se revendiquent de lui.

Cette brochure met ainsi en évidence l'origine des erreurs de Trotsky, elle montre comment, fondamentalement, il n'a pas su reconnaître à temps l'échec de la révolution prolétarienne mondiale et par là celui de la révolution en Russie. Depuis son expulsion d'URSS, en 1929, jusqu'à son assassinat, Trotsky n'a fait qu'interpréter le monde à l'envers. Alors que la tâche de l'heure était devenue de rassembler les énergies révolutionnaires rescapées de la défaite pour entre-

prendre avant tout un bilan politique complet de la vague révolutionnaire, Trotsky s'est ingénié contre toute réalité à voir le prolétariat toujours en marche, là où il était défait. De ce fait, la IV^e Internationale, créée voici plus de cinquante ans, ne fut qu'une coquille vide à travers laquelle le mouvement réel de la classe ouvrière ne pouvait pas passer, pour la simple et tragique raison qu'il reflétait dans la contre-révolution. Toute l'action de Trotsky basée sur cette erreur a de plus contribué à disperser les trop faibles forces révolutionnaires présentes de par le monde dans les années 30 et pire, à entraîner la plus grande partie dans le bourbier capitaliste du soutien "critique" aux gouvernements de type "front populaire" et de participation à la guerre impérialiste. Le corollaire de l'analyse erronée de Trotsky sur la période consistait pour lui à considérer que le mouvement révolutionnaire toujours en marche avait perdu momentanément sa direction politique. A partir de là, tout moyen devenait bon pour chercher à pousser ou à redresser les "partis ouvriers dégénérés" qu'étaient les soi-disant partis communistes staliniens, alors que ceux-ci étaient déjà passés clairement dans le camp de la contre-révolution. Tout moyen devenait bon pour chercher à prendre la tête du mouvement.

Les épigones de Trotsky n'ont fait qu'exploiter, au bénéfice de la bourgeoisie, ce raisonnement erroné du vieux révolutionnaire pour enfoncer encore plus la classe ouvrière dans la contre-révolution. En reprenant les erreurs de leur maître et en les poussant jusqu'à leur caricature, les organisations trotskistes n'ont pas mis longtemps pour occuper franchement leur place sur l'échiquier politique bourgeois, aux côtés de tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, oeuvrent afin que se perpétue ce système d'exploitation. Leur soutien à l'URSS de Staline, aux PC staliniens, à la social-démocratie, aux fronts populaires, la participation de la quasi-totalité des organisations trotskistes à la Résistance pendant la seconde guerre mondiale ont été autant d'étapes décisives de leur passage dans le camp de la bourgeoisie, de leur abandon des positions communistes internationalistes aboutissant au soutien à toutes les luttes de libération nationale (2).

Au-delà même de la compréhension des racines historiques du passage du trotskisme à la bourgeoisie, il reste aujourd'hui pour la classe ouvrière des faits, des actes, commis par ces organisations contre ses luttes. C'est pourquoi, dans la troisième partie de cette brochure, nous avons estimé fondamental de dénoncer le rôle des trotskistes dans les années 80 car il a été particulièrement néfaste pour la lutte de la classe ouvrière.

DU SOUTIEN A LA GAUCHE ET AUX SYNDICATS...

Ces organisations n'ont pas pris n'importe quelle place au sein de la bourgeoisie. Parce qu'elles adoptent un langage radical, usant largement d'une terminologie "marxiste", "révolutionnaire", parce qu'elles se situent de façon critique vis-à-vis des partis de gauche et des syndicats, qui se révèlent de plus en plus aujourd'hui comme antiouvriers, elles peuvent apparaître aux yeux de la classe ouvrière comme "différentes", "plus près des ouvriers". Depuis la reprise de la lutte de classe à la fin des années 60, l'attitude des organisations trotskistes, dans ses grandes lignes, peut se résumer ainsi :

(SUITE PAGE 4)

"LUTTE OUVRIERE" :

un auxiliaire zélé de la bourgeoisie

■ Dans son éditorial des bulletins d'entreprises du 21 mai, reproduit dans le n° 1145 de son journal, le groupe trotskiste "Lutte Ouvrière" déplore avec amertume le renoncement du PS à son projet de donner le droit de vote aux immigrés et fustige Rocard "qui fait ainsi le jeu de la droite, voire de l'extrême-droite".

Son argumentation est stupéfiante : écoutons-la quelques instants.

Première étape, LO pose la question : qui sont ces étrangers qui vivent et travaillent en France ? Et elle donne la réponse : "Ce sont trois millions de travailleurs qui travaillent comme les ouvriers français et ils sont à nos côtés dans les grèves". OK ! Voyons la suite : "Aucun d'entre nous ne peut penser qu'ils ne pourraient pas voter sur la grève ou dans les élections des délégués du personnel parce qu'ils sont étrangers !" Voilà que LO fait l'amalgame entre la vie de la classe ouvrière et la vie de la bourgeoisie. Que veut-elle nous amener à penser ? Que la bourgeoisie devrait s'organiser comme la classe ouvrière ? Ou plutôt l'inverse ?

En fait, la réponse est simple : c'est bien sur le terrain de la bourgeoisie que veut nous entraîner LO. Les élections de la bourgeoisie sont un terrain devenu depuis longtemps totalement étranger à la classe ouvrière, pour les ouvriers immigrés comme pour l'ensemble de la classe ouvrière. Elle n'a rien à y faire, parce qu'elle ne peut y lutter, obtenir quelque chose de la bourgeoisie, qu'elle ne peut que s'y laisser mystifier par elle. Et nous mystifier, c'est bien ce qu'a entrepris de faire LO qui n'a de cesse de chercher à nous attirer en toute occasion vers les urnes (d'ailleurs, Arlette n'est-elle pas la candidate la plus fidèle des présidentielles ?) pas pour y arracher quoi que ce soit de la bourgeoisie, mais pour y obtenir, dit-elle, une simple "tribune révolutionnaire" pendant les campagnes électorales.

Là encore, LO nous fait glisser de terrain : les seules tribunes du prolétariat où il puisse exprimer sa vie de classe, ce sont les assemblées générales. Mais, passons !

Dans les faits, LO, qui ne dédaigne pas à l'occasion prétendre que "gauche et droite, c'est blanc bonnet et bonnet blanc" et, de temps à autre, demande à sa petite frange d'électeurs "de marquer sa défiance envers la gauche" en ne votant pas au second tour, ramène les ouvriers qui expriment justement cette défiance, dans le giron du "soutien critique" à la gauche.

La preuve ? C'est la seconde étape de l'argumentation : "C'est donc trois millions de voix de gauche qui ne se retrouvent pas comptabilisées par la gauche, c'est un cadeau électoral fait à la droite et... Rocard favorise même la droite au détriment de son propre parti."

Laissons tomber ces dernières élucubrations qui veulent faire croire aux ouvriers qu'ils ont à faire à une gauche complètement stupide et totalement inconsciente de ses faits et gestes, pour ne retenir que l'essentiel : LO souhaite ardemment que la situation "profite" à la gauche même si cette gauche au gouvernement aligne mesures antiouvrières sur mesures antiouvrières. L'amour inconditionnel de la gauche que LO réclame des ouvriers, LO lui donne un seul sens : "faire pression". Voilà pourquoi LO se lamente sur le fait que "trois millions de travailleurs soient exclus de toute possibilité d'influencer les politiciens". Ainsi, le PS serait un parti politique (mais défendant quels intérêts ?), mais les ouvriers, par leur "pression" - c'est-à-dire en votant pour lui, si on suit LO, et non pas en luttant contre lui, pourraient infléchir sa "politique politicienne" ! Quelle curieuse conception de la "pression ouvrière" ! Non seulement LO nous dit que pour lutter, le seul moyen efficace, c'est d'aller aux urnes mais encore elle nous assure qu'il faut voter pour le PS ! Et LO de conclure péremptoirement : "Le gouvernement Rocard vient de reculer devant les intérêts des travailleurs." Ainsi, Rocard a bêtement refusé trois millions de voix qui lui étaient offertes. Mais ce n'est pas le plus fort du raisonnement : LO est bien en train de nous raconter que le PS au gouvernement défend les intérêts des travailleurs puisqu'il prétend qu'il a pu reculer en ce domaine (sur la question du vote des immigrés) et que "l'intérêt des travailleurs" c'est avant tout de voter pour ce même PS. A l'en croire, heureusement qu'il s'est trouvé des ouvriers français qui ont bien compris où étaient les véritables intérêts des travailleurs en allant réélire Mitterrand en 1988.

LO nous démontre ici que tout son discours radical sur la gauche, sur les élections et surtout dans les luttes, n'est que du bla-bla. De temps à autre, le vernis radical de LO s'écaille, laissant apparaître la nature bourgeoise la plus grossière de ce groupe et sa fonction réelle qui est de constamment aller chercher les ouvriers sur leur terrain de classe pour les ramener sur celui de la bourgeoisie.

YD

LE GOUVERNEMENT MAZOWIECKI AFFRONTÉ LA RIPOSTE OUVRIÈRE

■ Pour le gouvernement Mazowiecki, l'état de grâce a fait long feu. Il aura fallu à peine huit mois pour que le vernis "démocratique" qui devait accompagner les mesures de "libéralisation" de l'économie commence à s'écailler. Aujourd'hui, c'est à la colère ouvrière que doit s'affronter le gouvernement Solidarnosc. Ainsi, dans la nuit du 20 au 21 mai, dans les villes de Supsk et Koszalin, sur le littoral de la Baltique, 2 000 cheminots sont partis spontanément en grève contre la baisse de leur pouvoir d'achat, érodé depuis des mois par une inflation galopante consécutive à la politique gouvernementale de vérité des prix. Le lendemain, la grève va gagner d'autres villes du pays, telles que Poznan et Szczecin. Toutes les communications ferroviaires entre Varsovie et les villes de la Baltique seront coupées pendant toute la semaine. Face à la revendication des cheminots d'une augmentation immédiate de salaire de plus de 50 %, la réponse de Mazowiecki sera intransigeante : "Niet !...Je préfère démissionner plutôt que de céder." Quatre jours après le début du conflit, Mazowiecki envoie l'armée débloquent les gares occupées par les grévistes. Dès le lendemain, malgré les appels réitérés du syndicat Solidarnosc à la reprise du travail, malgré l'envoi des forces de l'ordre et des curés sur les lieux du conflit, la grève s'étend à tout le nord du pays. Le vendredi 25, les villes de Gdansk, Gdynia, Sopot et Bydgoszcz sont à leur tour paralysées.

Incapable de faire face seul à une situation qui risque de devenir très vite incontrôlable (la semaine précédente, déjà, un mouvement de grève avait éclaté également aux chantiers navals de Gdansk), le gouvernement Mazowiecki a dû faire appel à son homme de main le plus zélé, le "pompiers social" Walesa, dont l'expérience en matière de sabotage des luttes ouvrières n'est plus à démontrer depuis 1980. Une fois encore, Walesa a su jouer parfaitement son rôle de fidèle chien de garde de l'ordre capitaliste en appelant ainsi les ouvriers à reprendre "dignement" le travail : "la protestation des cheminots est justifiée, mais notre économie fragile et notre jeune démocratie pourraient ne pas supporter cette épreuve." ("Libération" du 25/5/90). Quant au syndicat Solidarnosc, il ne s'est pas privé d'afficher au grand jour sa nature anti-ouvrière en condamnant violemment le mouvement et en réaffirmant haut et fort son soutien inconditionnel à l'équipe Mazowiecki.

Mais si Solidarnosc peut aujourd'hui parler franc et faire preuve d'une telle arrogance, c'est bien parce qu'elle a encore la possibilité d'exploiter une situation politique particulièrement défavorable à un embrasement généralisé de la riposte ouvrière. Toutes les manœuvres du gouvernement pour faire passer ses attaques s'appuient en effet sur le fait que l'ancienne bureaucratie stalinienne n'a pas été complètement évincée des rouages de l'Etat. C'est ce qui a permis aux forces soi-disant "progressistes", "démocratiques", représentées par Solidarnosc, de faire pression sur les grévistes accusés de freiner l'effort de restructuration de l'économie nationale, taxés de saboteurs du processus de "démocratisation" du régime. Toute grève, toute contestation de la politique d'austérité à la sauce Mazowiecki, est immédiatement montrée du doigt, d'autant plus que, comble d'ironie, c'est maintenant les syndicats staliniens ex-officiels, les OPZZ, qui, aujourd'hui dans l'opposition, "soutiennent" les ouvriers en lutte et ont pris la tête du mouvement en appelant les cheminots à poursuivre le combat ! Voilà comment toutes les forces de la bourgeoisie, "démocratiques" et staliniennes, se sont partagé le travail pour saboter la lutte des cheminots et dissuader les autres secteurs de la classe ouvrière d'engager la lutte : en jouant la carte de l'impopularité de la grève, la bourgeoisie "libérale" ne cherche aujourd'hui rien de moins qu'à culpabiliser les ouvriers en leur faisant

croire que toute lutte de résistance contre la politique anti-ouvrière de Mazowiecki ne peut que faire le jeu des fractions staliniennes. Voilà comment le gouvernement Solidarnosc supprime "démocratiquement" le droit de grève ! Hier, c'était la bureaucratie stalinienne au pouvoir qui, au nom de la défense des prétendus acquis "socialistes", réprimait les ouvriers en lutte, mis au banc des accusés comme "contre-révolutionnaires" et agents de l'impérialisme occidental. Aujourd'hui que le modèle occidental a gagné toutes les faveurs de la nouvelle clique dirigeante, c'est au nom de la "démocratie menacée" que les gestionnaires de l'économie "libérale" en Pologne utilisent les mêmes méthodes de chantage, d'intimidation et de terreur que celles de leurs prédécesseurs.

La classe ouvrière en Pologne est aujourd'hui prise dans un étau, celui des illusions démocratiques et syndicalistes qui constituent un poison mortel pour le développement de ses combats. Car ce sont bien ces illusions syndicalistes qui ont conduit les cheminots à confier la direction de leur mouvement à ces mêmes syndicats ex-officiels tant haïs par toute la classe ouvrière depuis des décennies. Ce sont ces mêmes illusions qui permettent aujourd'hui à la bourgeoisie stalinienne de prendre les cheminots en otage, avec le soutien de toute la gauche de Solidarnosc et d'embarquer ainsi la classe ouvrière derrière un front unique de toutes les forces capitalistes dans l'opposition.

Malgré toutes les difficultés qu'elle rencontre pour faire accepter aux ouvriers de nouveaux sacrifices, la bourgeoisie a encore plus d'un tour dans son sac. En particulier, le fait que Mazowiecki ait accepté de participer à un gouvernement de coalition composés de staliniens permet aujourd'hui non seulement aux fractions "radicales" de Solidarnosc (telle "Solidarité combattante"), mais à Walesa lui-même, de tenir un discours "critique", voire "contestataire", à l'égard de Mazowiecki pour semer l'illusion qu'il existerait une solution de rechange à cette politique de compromission avec le POUV. Et cette "alternative", c'est encore celle qui consiste à appeler les ouvriers à retourner aux urnes pour élire un nouveau président de la République, un vrai "démocrate", "pur et dur". C'est bien cette nouvelle tentative de dévoilement de la combativité ouvrière qui se prépare aujourd'hui et qui va encore permettre à la classe dominante de tenter de gagner un peu de temps pour faire passer de nouvelles mesures d'austérité.

Pour l'ensemble de la classe ouvrière, huit mois de réformes économiques ont donné un goût amer à la "démocratisation" du régime. Cependant, malgré l'énorme combativité des ouvriers de Pologne, malgré leurs innombrables expériences de luttes, leurs combats de classe ne pourront à eux seuls ouvrir une réelle perspective prolétarienne. Les mystifications bourgeoises qui pèsent sur la conscience du prolétariat en Pologne, comme dans tous les pays de l'Est, ne pourront être réellement balayées par leurs seules expériences fraîchement acquises de la "démocratie". Toutes ces illusions ne pourront être définitivement battues en brèche que lorsque les ouvriers des pays centraux d'Europe occidentale seront capables de faire bénéficier leurs frères de classe à l'est de leur propre expérience historique en s'affrontant eux-mêmes massivement à la bourgeoisie démocratique la plus forte du monde, à ses partis de gauche et à ses syndicats.

Aujourd'hui, les luttes ouvrières en Pologne, viennent mettre à nu tous les mensonges bourgeois selon lesquels l'économie "libérale" serait le seul système qui puisse remplir les ventres vides. Demain, ce sera au prolétariat d'Europe occidentale de démontrer par la puissance de ses combats que la démocratie n'est rien d'autre que la forme déguisée de la dictature capitaliste.

Avril
(26/5/90)

POLOGNE

L'ECONOMIE DE MARCHÉ : UN CAUCHEMAR POUR LES OUVRIERS

■ En février 90, l'Etat polonais décide de "libérer les prix" (ils sont apparemment les seuls à bénéficier de "liberté"), cela aboutit au fait que les entreprises augmentent leurs tarifs de 300 à 700 % (d'après "L'Evénement du Jeudi" du 26/4). Ce qui n'empêche pas le gouvernement de parler d'une baisse de 40 % du niveau de vie de la population.

Comment ces 300 à 700 % sont devenus 40 ? C'est peut-être là encore un "miracle". D'autant plus que ces mesures de février ne faisaient que suivre des mesures qui, le 1er janvier, avaient vu le prix du pain augmenter de 38 %, celui du téléphone de 100 %, celui de l'électricité de 400 %, celui du charbon de 600 %, etc ! Et tout cela est censé se traduire par les fameux 40 % de baisse du niveau de vie. On a du mal à imaginer ce que cela signifie en termes pratiques.

La famine est là. Nombre d'ouvriers n'ont plus de quoi manger, de quoi se vêtir, se chauffer, de quoi nourrir leurs enfants, la terre promise du libéralisme et de la démocratie est déjà devenue un cauchemar. Tous les gens qui ont quelque chose à vendre étalent leurs misérables objets sur les trottoirs pour se procurer quelque argent. La misère feutrée et discrète de l'ère stalinienne s'est transformée en une misère exhibée et anxieuse de la démocratie. Et le pire est encore à venir !

Pour le moment, seule la première partie du "plan" a été mise en place. En effet, de même que dans l'ensemble de l'ex-bloc de l'Est, les entreprises polonaises vont se trouver bientôt en concurrence directe avec leur consoeurs du monde entier, et en particulier celles d'Europe occidentale. Dans cette jungle que constitue le marché mondial, seules les plus performantes peuvent survivre. Il est de notoriété publique que, dans ce domaine, la Pologne, comme la totalité des pays de l'Est, ne fait pas le poids. Quand les entreprises polonaises pratiquent la "vérité des prix", on voit des augmentations absolument folles. Ainsi, l'entreprise de tracteurs d'Ursus, pour mettre ses prix en accord avec les coûts de production, les multiplie par cinq en l'espace de deux mois (cf. "Libération" du 07/05). Le résultat est que personne ne peut plus les acheter en Pologne, tandis qu'à l'étranger, les occidentaux, par exemple, qui n'en voulaient déjà pas quand ils étaient à bas prix, en seront encore moins clients à présent. Et s'il est une loi du libéralisme économique que les Polonais vont vite apprendre, c'est qu'une entreprise non rentable n'a pas de raison d'exister. Et l'on pourrait multiplier les exemples de ce type, que ce soit en Pologne ou ailleurs en Europe de l'Est.

Ce sont donc des centaines de milliers, voir des millions d'ouvriers qui vont incessamment se retrouver au chômage, dans des pays où n'existe pas d'équivalent de l'Assedic et où la déroute économique et financière ne permettra pas à l'Etat d'apporter un quelconque secours aux chômeurs, si tant est qu'il le veuille !

Ainsi, les prévisions les plus optimistes parlent d'un million de chômeurs d'ici à la fin de l'année en Pologne (il y en avait déjà 317 000 à la mi-avril), tandis qu'en Tchécoslovaquie, pays comparable, c'est 20 à 30 % des effectifs de l'industrie et 60 % des employés de l'administration qui vont se retrouver sur le pavé dans les mois à venir (d'après "Le Monde diplomatique" de février). Voilà bien le sort qui attend l'ensemble de la classe ouvrière dans l'ex-bloc de l'Est. Les pays créanciers d'Occident auront beau faire les généreux en "réaménageant la dette" de la Pologne comme il le font actuellement, la loi du marché a ses impératifs et tout ce qui sera remboursé le sera au prix d'une misère innombrable pour les ouvriers.

PL

LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

(SUITE DE LA PAGE 3)

durant la période des années 70, quand les partis de gauche et les syndicats maîtrisaient bien la situation, quand ils étaient en position forte où ils pouvaient entretenir l'illusion au sein de la classe ouvrière qu'ils étaient capables de proposer une autre politique "en faveur des ouvriers", et qui "devait permettre de sortir de la crise", à ces moments-là, les trotskistes ont soutenu ouvertement la gauche et les syndicats sous des prétextes fallacieux : "ils vont dans le bon sens" ! Par contre, dans les années 80, alors que la tendance était à des situations de luttes ouvertes et massives où partis de gauche et syndicats tendaient à perdre le contrôle de la situation, le rôle des trotskistes a consisté alors, "aux côtés des ouvriers", à critiquer fortement la gauche et les syndicats et essayer de se placer en représentants vrais, "de base", des ouvriers pour saboter les luttes et ramener ceux-ci dans le giron des syndicats, en expliquant qu'on ne peut pas se passer d'eux et qu'il faut oeuvrer surtout à leur rénovation, sous-entendu : "élisez-nous chefs du syndicat !"

En fait, surtout depuis le début des années 80, avec l'approfondissement accéléré de la crise économique de son système, la bourgeoisie a de plus en plus une seule priorité : faire accepter de plus en plus de sacrifices, pour ne pas dire la misère, à la classe ouvrière, en veillant à ce que cela ne provoque pas de situations conflictuelles capables de mettre en péril l'équilibre de l'Etat national. Voilà pourquoi dans les pays les plus industrialisés, la bourgeoisie s'est mise, à travers ses fractions de droite, à parler le langage de la "vérité", appliquant ouvertement l'austérité et des plans d'attaque contre la classe ouvrière, tandis que les fractions de gauche se sont cantonnées le plus souvent dans l'opposition au gouvernement afin d'occuper à l'avance tout le terrain social et de veiller surtout à ce que les luttes ouvrières soient circonscrites dans un cadre ne mettant pas en péril les intérêts de l'Etat capitaliste. Depuis 20 ans, nous avons assisté au développement des luttes de résistance de la classe ouvrière mondiale avec des avancées et des reculs, et à travers ses luttes, au dégel progressif de celle-ci vis à vis des organes d'encadrement de la bourgeoisie, à sa propre affirmation en tant que classe révolutionnaire.

...AU SABOTAGE DES LUTTES OUVRIÈRES

Pour contrer cet effort l'Etat bourgeois dispose d'une arme essentielle qu'elle utilise au sein des rangs ouvriers, "de

l'intérieur" : la gauche et ses syndicats. Les gauchistes -et en particulier les trotskistes- y occupent une place de plus en plus privilégiée dans les rangs du syndicalisme de base.

Le propre du syndicalisme de base consiste surtout à chercher au moyen d'un verbiage pseudo-radical à coller le plus possible au mouvement de la classe ouvrière. La classe en lutte traîne alors un parasite qui met tout en oeuvre pour saboter ses luttes quand les syndicats officiels ne suffisent plus et la ramener à nouveau dans le giron syndical, pour qu'en dernière instance elle s'en remette aux décisions du syndicat, en un mot, pour qu'elle se livre aux mains de son fossoyeur attiré.

Nous voulons insister ici sur le fait que cette pratique est par excellence le meilleur camouflage que peut trouver la bourgeoisie aujourd'hui pour s'infiltrer parmi la classe ouvrière.

Tout est possible de la part du syndicalisme de base, y compris d'appeler s'il le faut à lutter hors des syndicats afin qu'il puisse ainsi rester collé au mouvement pour, le moment venu, le saboter. Dans ces conditions, chaque hésitation, chaque illusion, chaque moment de faiblesse présenté par le mouvement est mis à profit par le syndicalisme de base pour reprendre le dessus, faire passer des propositions "d'action" signant à terme l'essoufflement de la lutte, que le syndicat officiel n'a plus ensuite qu'à venir cueillir comme un fruit mûr.

Les derniers exemples les plus caractéristiques sont certainement ceux de la grève à la SNCF en décembre 86/janvier 87 et du secteur de la santé en octobre 88 en France. Les cheminots sont partis en grève en dehors des syndicats et se sont organisés en assemblées générales. De cette manière, la grève s'est rapidement étendue à tout le secteur ferroviaire.

Parvenue à ce stade, la grève ne pouvait se renforcer que si elle réussissait à s'élargir à d'autres secteurs, comme le secteur public par exemple très sensible à ce moment là à tout ce qui se passait à la SNCF. Le syndicalisme de base, particulièrement animé par les militants trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire et de Lutte ouvrière, est parvenu à court-circuiter l'effort de la classe ouvrière tendu vers cet objectif en favorisant la formation précipitée et artificielle de plusieurs comités de coordination nationale. De cette manière, en focalisant les débats et l'attention des grévistes sur la question de la centralisation de la grève à la seule SNCF,

ils sont parvenus, profitant d'un fort sentiment corporatiste chez les cheminots et l'utilisant, à les maintenir isolés dans leur secteur, conduisant ainsi le mouvement à la défaite, tout en n'apparaissant pas ouvertement comme les saboteurs du mouvement. En parvenant ainsi à déposséder les ouvriers du contrôle de leur propre lutte, et surtout en participant activement à son isolement avec l'ensemble de la bourgeoisie, les organisations trotskistes portent une des plus grandes responsabilités dans la défaite du mouvement de la classe ouvrière à la SNCF en France.

C'est cette tactique d'isolement corporatiste et de division qu'ils ont généralisée dans les luttes à la SNECMA, durant la grève des infirmières en parlant d'extension mais, intercatégorielle dans la même corporation, et tout cela à travers des coordinations bidons et auto-proclamées qu'ils manipulaient.

Depuis la fin des années 60, la classe ouvrière a eu maintes fois l'occasion de se confronter aussi bien à la gauche qu'aux gauchistes. Il devient de plus en plus vital que la classe ouvrière acquière une réelle capacité à faire obstacle aux menées gauchistes en sachant démasquer ses véritables ennemis et leurs manœuvres, principalement ceux qui savent le mieux se camoufler en son sein, aujourd'hui les trotskistes, parce qu'ils sont passés le plus récemment dans le camp de la bourgeoisie. Dans ce processus, l'intervention des révolutionnaires est indispensable. Cette brochure en est une arme essentielle.

R.I.

(1) Nous avons déjà édité deux brochures intitulées "Le trotskisme contre la classe ouvrière" en 1981 et 1987, et fait trois rééditions d'une brochure "Critique du trotskisme", d'un ex-militant de LO qui était quant au fond très correcte de notre point de vue. Au total nous avons vendu plus de 3 500 exemplaires de brochures consacrées à la dénonciation du trotskisme, c'est le signe du besoin d'une critique radicale de ce courant bourgeois.

(2) C'est ainsi que les trotskistes ont consolidé leur place éminente dans un camp impérialiste bourgeois : celui des pays du Pacte de Varsovie et ont concouru à l'édification du mythe du socialisme en Algérie, à Cuba, au Vietnam, au Cambodge, etc.. Dans ces pays de nombreux prolétaires ont été massacrés au nom du socialisme.

REUNIFICATION ALLEMANDE

**DERRIERE LE "TOUS POUR UN",
LA PERSPECTIVE DU "CHACUN POUR SOI"**

L'hystérie médiatique et idéologique du début de l'année sur le thème de la "victoire de la démocratie" n'aura pas caché longtemps le sac de noeuds que constitue la perspective d'unification des deux Allemagnes. L'ivresse des grands jours s'est transformée en une gueule de bois caractérisée. Et celle-ci, loin de s'atténuer, est devenue chronique : l'ampleur, sinon le gouffre, des difficultés n'échappe à personne, pas plus à la bourgeoisie allemande qu'aux autres bourgeoisies occidentales (cf. R.I.N.°188). En fait, nous assistons à une véritable perte de contrôle de la situation par ces différents bourgeoisies, perte de contrôle qui en dit long sur le niveau de la crise qui frappe aujourd'hui l'ensemble du monde capitaliste.

■ Il y a quelques mois à peine, il existait un accord entre les puissances victorieuses de la dernière guerre mondiale pour faire obstacle le plus longtemps possible à la réunification de l'Allemagne. Aujourd'hui, ces mêmes puissances réunies dans la Conférence "2+4" (les deux Allemagnes et les quatre pays occupants) ne peuvent faire autre chose qu'entériner le processus d'unification. Leurs réticences face à la constitution d'une "Grande Allemagne" posant sa candidature au "leadership" de l'Europe ont dû céder la place à la nécessité bien plus urgente de faire face au processus de déstabilisation de ce continent que comportait l'évolution de la situation en Allemagne-même. En effet, seule la réunification de celle-ci pouvait empêcher un chaos économique et politique complet dans une RDA qui se vidait chaque jour plus de sa force de travail la plus qualifiée et prévenir une situation catastrophique dans la RFA elle-même qui se voyait incapable d'absorber plus longtemps un tel flux d'immigrés.

Et si ces dernières semaines ont été riches en déclarations et propositions en tous genres pour une accélération encore plus rapide dans le processus d'unification, le moins que l'on puisse dire est qu'elles révèlent chaque jour davantage un dérapage non contrôlé dans la maîtrise de ce processus : toutes les instances dirigeantes allemandes ainsi que la Conférence "2+4" créée pour les besoins de la cause, réagissent pratiquement au jour le jour face aux conséquences sur tous les plans que cette réunification inéluctable entraîne.

Cette situation fait plus qu'exprimer l'état de crise mondiale de l'économie capitaliste et de tensions sur le plan impérialiste : ce processus de réunification est directement un facteur actif d'une déstabilisation encore plus forte de tout le système capitaliste mondial. La moindre réponse économique ou politique au problème posé accélère d'autant les convulsions et la déstabilisation générale : toute l'impuissance du groupe "2+4" à anticiper et maîtriser ces phénomènes n'en est qu'une preuve supplémentaire.

**LA CONFERENCE "2+4" :
UN REMPART ILLUSOIRE AU CHAOS**

En faisant voler en éclats tous les équilibres impérialistes dans le monde, l'effondrement du bloc de l'Est a déclenché

une logique infernale qui aujourd'hui fait sauter les uns après les autres tous les garde-fous du bloc occidental lui-même. Celui-ci, privé de ce qui faisait son ciment principal - l'antagonisme avec le bloc impérialiste de l'Est -, ne pouvait qu'entrer à son tour dans un processus de désagrégation. Aujourd'hui, ce processus est en marche et le point de cristallisation de tous les dangers se situe justement en Allemagne, noeud central économique et bastion clé des forces de l'OTAN.

En fait, avec la réunification de ce pays, et sans qu'elles puissent non plus s'y opposer, toutes les puissances impliquées dans la Conférence "2+4" ont à y perdre. Pour l'URSS, c'est clair : cette conférence ne fait que contre-signer sa débâcle impérialiste. Mais pour les puissances occidentales, les perspectives ne sont pas réjouissantes non plus. Pour les "alliés" de l'Allemagne, les raisons de leur réticence initiale contre sa réunification n'ont pas disparu : ce n'est pas d'un bon oeil que la France, la Grande-Bretagne, et aussi les Etats-Unis, voient se former un déséquilibre majeur entre les grands pays d'Europe de l'Ouest. L'insistance des trois vainqueurs occidentaux à conserver l'Allemagne réunifiée au sein de l'OTAN, alors que cet organisme a perdu sa raison d'être initiale avec la disparition du bloc russe, s'explique par la volonté de tenter de contrecarrer le retour des vieux démons d'une "Deutschland über alles". Elle s'explique aussi, et plus encore dans l'immédiat, par la volonté d'utiliser cette structure pour freiner la tendance au "chacun pour soi", à l'exacerbation des rivalités d'intérêts, que l'aggravation de la crise capitaliste ne fait qu'attiser, ce qui ne peut qu'accentuer le désordre économique et politique de chacun des Etats.

C'est aussi pour cela que l'Allemagne elle-même ne manifeste aujourd'hui aucune velléité de se défaire de la tutelle de l'OTAN, ainsi que de la CEE. Plus que toute autre, la bourgeoisie de ce pays mesure de plus en plus combien le soutien de ses "alliés" lui sera indispensable, tant sur le plan économique que politique, face aux difficultés que comporte pour elle-aussi la réunification, face à l'enjeu de ce processus et le danger de sa perte de contrôle. C'est aussi le sens de sa volonté d'aller vite, très vite, vers cette réunification. Mais là encore, la brutalité dans le passage des étapes développe son lot de conséquences encore incalculables tant pour sa propre économie que pour l'équilibre de l'économie mondiale. L'inquiétude des "4" ne fait que concrétiser cette peur du dérapage, cette fragilisation de tout le système.

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE :
LE CHAOS EST EN COURS**

Le suspense n'aura pas duré longtemps pour voir le principe d'un taux de change de 1 Mark-Ouest contre 1 Mark-Est retenu, adopté et signé il y a peu. Cette rapidité avec laquelle la bourgeoisie allemande a réagi, loin de montrer une détermination sereine et maîtrisée de sa part, ne vient qu'accentuer le sentiment d'une logique infernale qui lui

échappe et à laquelle elle doit s'adapter jour après jour, heure après heure. Depuis un certain temps, la bourgeoisie ne se faisait pas trop d'illusions, mais aujourd'hui l'état de l'économie est-allemande s'apparente à un cancer généralisé où toute opération thérapeutique accélère le mal. La mariée était déjà loin d'être excitante mais, vue de plus près, c'est un véritable désastre : économie à l'abandon, dettes à n'en plus finir, pénurie généralisée.

Mais la bourgeoisie ouest-allemande n'a pas le choix. Il lui faut tenter de stabiliser un minimum la RDA, empêcher par tous les moyens l'exode quotidien massif d'une population qui fuit la pénurie et la misère, et qui ne pourra que fuir les salaires de misère et le chômage massif tel qu'il se profile dans les semaines à venir : près de trois millions de chômeurs quand cette réunification deviendra effective. Pratiquement 7 entreprises sur 10 en RDA devront fermer leurs portes dans les tous prochains mois ! A ce niveau, la "restructuration" ressemble à un nettoyage par le vide.

Et pour freiner cette gangrène, la RFA devra payer et encore payer : même en s'accordant un taux de change de 2/1 pour les dettes, c'est des centaines de milliards de Marks qu'il lui faudra déboursier pour la "reconstruction". Une "reconstruction" plus qu'aléatoire, car le système capitaliste est aujourd'hui bien loin de la situation d'après-guerre, où la bourgeoisie, sur les ruines de la guerre mondiale, a pu s'offrir deux décennies de reconstruction effective. En revanche, l'endettement par lequel la RFA devra financer son "aide", la remontée des taux d'intérêts qu'il va provoquer de même que l'usage excessif de la "planche à billets" qui ne pourra être évité, vont conduire au réveil d'un mal que la RFA croyait avoir oublié : l'inflation. Ce danger inflationniste menace désormais l'Allemagne à très court terme, ne pouvant que se répandre comme une traînée de poudre à l'ensemble de l'Europe.

De fait, si les succès économiques de la RFA semblaient contredire toute l'évolution de la crise économique mondiale, les pendules sont aujourd'hui remises à l'heure et aucun bourgeois ne s'en réjouit : cette réalité n'est que le signe d'une fragilisation encore plus forte de tout le système capitaliste.

Ainsi, il doit être clair que cette spirale dans la crise et la décomposition de tout ce système ne peuvent que se poursuivre d'une manière accélérée : la classe ouvrière, en Allemagne comme ailleurs, fera très rapidement les frais de ces "mutations" infernales au nom de la réunification historique, au nom de la "démocratie". Pour y faire face et mettre un terme définitif à ce bourbier gigantesque, sa lutte autonome, et seulement sa lutte, sont à l'ordre du jour.

St.F.
(27/05/90)

LITUANIE

**UN PROBLEME POUR GORBATCHEV
COMME POUR LA BOURGEOISIE OCCIDENTALE**

■ "Nous envisageons des mesures appropriées au cas où les mesures annoncées seraient mises à exécution." C'est ainsi que George Bush accueillait le 17 avril dernier la menace de blocus économique contre la Lituanie brandie par Gorbatchev. Deux jours plus tard, alors que la menace était bel et bien mise à exécution, c'est à son tour le ministre français des affaires étrangères Roland Dumas qui rappelait que "la France avait salué comme il convenait la volonté du peuple lituanien à recouvrer son indépendance" et qui invitait la communauté européenne à "étudier le problème de la Lituanie et à envisager d'éventuelles actions". D'ailleurs, Mitterrand n'avait-il pas, quelques semaines auparavant, annoncé à la télévision que "La France a toujours refusé de reconnaître l'annexion par Staline au point que les Lituaniens ont déposé chez nous d'importantes réserves d'or" et promis de restituer les fameux lingots à la "Lituanie libre" ?

Toutes ces belles déclarations d'intention de la bourgeoisie occidentale, qui, depuis des mois, nous rebat les oreilles sur le "grand mouvement de libération des peuples de l'Est" et qui avait là l'occasion de faire la preuve de son fameux "attachement à la liberté dans le monde" et au "droit des peuples", auront fait long feu. En quelques jours, on a pu mesurer l'énormité du mensonge de la propagande occidentale. Déjà, les USA, qui avaient menacé Moscou de leurs foudres en cas de l'utilisation de la force armée contre la Lituanie, n'avaient pas bronché face aux expéditions de parachutistes de l'armée rouge sur des établissements officiels lituaniens. Déjà, quelques mois plus tôt, l'envoi des chars russes sur Bakou n'avait finalement donné lieu qu'à quelques protestations pour la forme de la part des représentants du "monde libre". Et aujourd'hui, les petits satrapes lituaniens, qui croyaient trouver des alliés en Occident et qui réclamaient à cor et à cri son soutien, auront du déchanter et apprendre à leurs dépens à quel point, face au chaos qui pousse à la dislocation de l'ancien empire russe, l'appui de l'Occident démocratique est entièrement dévolu à Gorbatchev.

Tandis que les effets des restrictions commencent à se faire sentir avec une dureté extrême dans la population de Lituanie avec le rationnement d'une série de biens de première nécessité, l'Administration américaine faisait savoir ses "réticences à prendre des sanctions contre l'URSS". Quant aux délégations lituaniennes qui couraient les capitales européennes pour quémander quelques gouttes de pétrole et de gaz, elles se voyaient poliment répondre, comme en Norvège et au Danemark, qu'elles n'avaient qu'à s'adresser aux compagnies pétrolières, lesquelles ont immédiatement indiqué qu'elles étaient prêtes à livrer du pétrole... aux conditions du

marché et contre des devises fortes, sonnantes et trébuchantes ! Il ne pouvait y avoir plus explicite fin de non-recevoir et soutien plus direct à Moscou et à ses efforts pour remettre au pas toute velléité de sécession de quelque région de l'URSS que ce soit. Finalement, en guise de "mesures appropriées" et d'"actions concrètes pour la Lituanie", Kohl et Mitterrand, unanimes, appelaient purement et simplement le 27 avril les dirigeants lituaniens à "suspendre les effets de leur déclaration d'indépendance" ! En un mot, non seulement ne comptez pas sur nous pour vous aider, mais vous êtes encore priés de ranger au placard vos velléités indépendantistes, et plus vite que cela s'il vous plaît !

Les Etats occidentaux n'ont, à l'évidence, aucun intérêt économique à soutenir un mini-Etat lituanien dont le délabrement économique n'a rien à envier à celui de l'ensemble de l'URSS. Mais surtout, au-delà de l'affaire lituanienne, c'est le caractère de plus en plus incontrôlable de la situation en URSS qui inquiète particulièrement l'Occident. La Lituanie a beau avoir aujourd'hui plus ou moins ravalé ses prétentions, les tendances centrifuges des différentes nationalités qui composent l'URSS continuent de s'affirmer de plus belle et c'est un peu partout que le pouvoir central tend à perdre le contrôle de la situation : Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Géorgie du Sud, Estonie, Lettonie, mais aussi Ukraine... Plus encore, les contradictions qui déchirent l'appareil d'Etat central lui-même apparaissent de plus en plus violemment au grand jour. Les déchirements entre, d'un côté, les "conservateurs", partisans du règlement des problèmes par la manière forte et qui ont repris ces derniers temps du poil de la bête, et de l'autre, les partisans d'une "accélération des réformes" mettent Gorbatchev en personne dans une position à peu près intenable et remettent de plus en plus en cause son pouvoir. Mais surtout, loin de se cantonner aux contrées exotiques de l'URSS, l'instabilité et le chaos se rapprochent de plus en plus de l'Occident. Depuis les pays baltes en passant par les ex-vassaux de l'URSS, comme la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, où la "liberté reconquise" a ouvert la porte à un déchaînement de haines nationalistes et de pogroms entre les différentes populations constituant ses Etats, la Yougoslavie où les affrontements inter-ethniques sont repartis de plus belle, jusqu'à y compris l'Allemagne, où -réunification ou pas- la situation ne peut que se déstabiliser toujours plus (voir article p.6), le chaos est aujourd'hui aux portes du "monde libre" et menace la stabilité de l'Europe occidentale elle-même.

Une Europe occidentale dont la cohésion d'antan est au-

jourd'hui ébranlée alors même que l'"ennemi commun" qui obligeait les Etats du bloc occidental à se serrer les coudes de manière disciplinée n'en est plus un. C'est pourquoi, après avoir applaudi à tout rompre à l'effondrement du bloc russe et s'être réjoui de voir ainsi disparaître leur rival impérialiste -désormais incapable de représenter une menace stratégique et militaire pour leurs propres intérêts impérialistes-, les Etats occidentaux voient avec inquiétude le chaos qui se poursuit de manière accélérée au sein de l'URSS menacer de se répandre comme une gangrène de ce côté-ci de l'ancien rideau de fer. Dans ce contexte, Gorbatchev apparaît encore comme la dernière chance de parvenir à maintenir un minimum de stabilité, même si sa marge de manoeuvre ne peut que se réduire de plus en plus. Il ne faut pas chercher ailleurs les raisons du soutien actif de tous les gouvernements occidentaux à Gorbatchev et des égards et ménagements qu'ils lui réservent, que ce soit dans l'affaire des "nationalités" en URSS ou dans les négociations à propos de la réunification de l'Allemagne.

Hier organisées en deux blocs impérialistes rivaux se préparant à entraîner la planète dans un nouvel holocauste mondial, aujourd'hui temporairement alliées pour tenter désespérément de contenir l'engrenage du chaos, les bourgeoisies de tous les pays n'ont encore et toujours à offrir à l'humanité que toujours plus de barbarie.

PE

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent recueillir sur ce qui se passe autour d'eux, les discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers, nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

BRESIL

LE PROLETARIAT PAIE LA FAILLITE DU CAPITAL NATIONAL

■ Six mois après son élection à la tête de l'Etat brésilien, le président Collor donne le coup d'envoi à un ensemble de mesures destinées à terrasser l'hyperinflation dont les accélérations récentes menacent de paralyser toute l'activité économique. Cette nouvelle tentative de donner encore un sursis à l'économie brésilienne s'effectue de nouveau au prix d'attaques contre la classe ouvrière mais, cette fois, elles sont d'une massivité jusque-là inimaginable.

La plus spectaculaire de ces mesures, qui entre en vigueur le 16 mars, est le blocage de tous les comptes de banque et de caisse d'épargne ouverts avant cette date, et cela pour une durée de dix-huit mois pendant laquelle seul est autorisé un prélèvement de 5 000 F (ou 20 % du solde). Elle constitue une restriction d'abord au niveau de la consommation des particuliers, mais surtout du financement de toute l'activité économique. En fait, l'effet prévisible et attendu de ce blocage du crédit est une réduction draconienne de l'activité économique pour l'ajuster à la demande réelle du marché. Dès la fin du mois de mars, c'est-à-dire quinze jours seulement après l'entrée en vigueur de cette mesure, la récession s'est installée brutalement sur tout le pays :

- la production industrielle chute de 25 % (d'après la Confédération nationale des industries) au cours de ce mois, l'industrie textile réduisant ses ventes de 60 % (selon le journal "O Estado" du 8/4) ;
- 80 % des camions n'ont rien à transporter et le pôle pétrochimique de Bahia est arrêté (même source).
- "Les usines automobiles se sont retrouvées instantanément bondées de voitures sans acheteurs, et condamnent au chômage technique leurs employés jusqu'à ce que le marché retourne à la normale. Attitude suivie par la majorité des industriels de la région de Sao Paulo" (revue "Veja SP" du 11/4).
- Une enquête, effectuée début avril dans l'Etat de Rio auprès de 304 entreprises employant 122 000 personnes, fait apparaître que 21 % d'entre elles ont maintenu leur niveau de production, alors que 16 % sont paralysées et 62 % ont réduit leur activité (revue "Istoe", 25/4).

DERRIERE LE PLAN ANTI-INFLATION...

C'est comme toujours la classe ouvrière qui fait les frais de l'opération : des milliers d'ouvriers désormais en sur-nombre par rapport au niveau de l'activité économique se retrouvent à la rue, les salaires sont attaqués à tous les niveaux :

- Le chômage technique, les vacances forcées anticipées et les licenciements en masse :
 - . 300 000 travailleurs du secteur des travaux publics auraient déjà été licenciés ("Istoe" des 18/4 et 25/4) ;
 - . dans l'agglomération de Sao Paulo, si l'on s'en rapporte aux chiffres donnés le 5/4 par "A Folha da Sao Paulo", 26 000 des 692 000 ouvriers de la métallurgie sont au chômage technique ou en congés anticipés forcés, tandis que 7 000 sont licenciés ; même situation dans l'industrie chimique pour 21 000 travailleurs sur 125 000 ; dans le textile pour 31 000 sur les 70 000 que compte cette industrie ;

- Les salaires non payés ou seulement partiellement à cause de l'absence de liquidités, prétextée ou réelle, dans les caisses des entreprises.

- Le chantage permanent pour faire accepter aux ouvriers une réduction du salaire et de l'horaire hebdomadaire, pour "sauver leur emploi". Partout sont conclus en toute hâte de tels accords.
- Le vol légal de près de la moitié du salaire réel au mois d'avril : chaque mois le salaire est réajusté en fonction du taux d'inflation du mois précédent. Or, en la décrétant nulle pour le mois de mars alors qu'elle apparaît s'être établie autour de 40 % ("A Folha de Sao Paulo" du 28/4), le gouvernement ampute d'autant le pouvoir d'achat des salaires du mois d'avril. Une conséquence immédiate de cela est le record historique, en plancher, atteint par le salaire minimal depuis sa création en juillet 1940 ("Istoe" du 25/4).

. Ces attaques massives, qui résultent directement du freinage de l'activité économique, s'ajoutent à d'autres qui font partie des mesures d'économie du plan Collor : augmentation de 58 % de l'essence, de 83 % des services postaux, de 32 % du téléphone, etc. ; licenciement de 20 000 fonctionnaires. Par ailleurs, le blocage de l'épargne constitue un vol légal : en effet, la rémunération de ce crédit forcé à l'Etat est fixée à un taux supérieur de 6 % à l'inflation officielle, c'est-à-dire que chaque fois que l'écart entre l'inflation officielle et l'inflation réelle est supérieur à 6 %, les détenteurs de comptes y perdent d'autant, comme c'est déjà le cas au mois d'avril (34 %). Et contrairement à ce qu'en ont pu dire le gouvernement et la presse à sa solde, cette mesure affecte aussi la classe ouvrière en ce qui concerne ses couches les moins mal payées (les plus qualifiées), et cela bien plus durement que la grande ou la moyenne bourgeoisie, qui disposent d'autres ressources que le salaire et profitent de placements sûrs et rétribués de leur argent.

La classe ouvrière a jusqu'à présent subi de plein fouet les attaques sans être capable de réagir parce que la bourgeoisie a été capable de la tromper sur la réalité du plan Collor. Les ouvriers ont réellement caressé l'espoir d'en finir avec l'hyperinflation qui, d'un mois sur l'autre, érode le salaire, malgré les clauses de rattrapage.

Et c'était là tout l'objectif du battage médiatique déployé autour de cette offensive bourgeoise : "rallier" le peuple derrière un "plan de salut national, d'économie, de lutte contre la spéculation, contre l'inflation, qui devait profiter à la grande majorité en s'attaquant aux privilèges d'une minorité". Pour illusionner, l'Etat va jusqu'à donner l'exemple en se séparant de quinze ministères, en mettant en vente aux enchères des demeures (10 000 logements dont 42 villas luxueuses) et des véhicules (plusieurs centaines) jusque-là attribués à une couche de hauts fonctionnaires.

... UNE ATTAQUE MASSIVE CONTRE TOUS LES OUVRIERS

Très rapidement, la classe ouvrière va perdre toutes ses illusions sur le plan Collor alors que la situation actuelle

s'aggravera très rapidement pour elle, en particulier par rapport à la question du chômage :

- On s'attend au licenciement de 100 000 ouvriers supplémentaires dans le domaine des travaux publics ("Istoe" des 18/4 et 25/4) ;
- "En Mai, des centaines de milliers d'ouvriers au chômage technique ou congés forcés retournent à l'usine. S'il y a des commandes et des acheteurs, tout va bien. Si ça continue comme c'est parti, un bon nombre court le risque de devoir rentrer chez elle, cette fois sans rien" ("Veja", du 25/4).
- Dans les quatre mois qui viennent, ce sont 30 % des employés de banque, soit 300 000 personnes qui risquent de se retrouver à la rue ("Istoe" du 25/4).
- Collor annonce le licenciement à court terme de 20 à 25 % des 1 600 000 employés de l'Etat (d'après "Libération" du 10/5).

La classe ouvrière n'a d'autre solution que de se battre. Et le plus tôt et le plus massivement elle le fera, plus elle sera en mesure de freiner les attaques dont la presse commence à laisser entrevoir toute l'ampleur : "La question principale, dans le cas d'une plongée dans la récession, est de savoir si le gouvernement consentira à maintenir cette aide - l'indemnisation du chômage pendant quatre mois après la perte de l'emploi -, qui est déjà petite. Six millions de travailleurs sans emploi signifient au moins vingt millions de personnes en difficulté sérieuse" ("Veja" du 25/4).

Plus elle se tiendra fermement sur le terrain de la défense de ses intérêts propres, moins la classe ouvrière sera vulnérable aux tentatives de dévoiement de son combat sur un terrain bourgeois, alors que, de plus en plus, les forces de gauche de la bourgeoisie vont monter aux créneaux. Celles-ci se sont déjà positionnées pour faire face aux futures mobilisations ouvrières. Le Parti du travail (le PT du célèbre Lula) se prépare à dévoyer sur le terrain démocratique et de la défense de l'économie nationale la révolte contre le plan Collor. Ainsi, il déclare dans son "contre-plan" du 19/3 : "Sans une politique démocratique qui combatte l'inflation et la crise économique et qui s'attaque à ses causes structurelles, le pays n'atteindra pas un niveau de développement où les revenus soient redistribués - ce qui doit être le but de toute politique démocratique." C'est fondamentalement le même discours de "lutte contre la récession" que tiennent, en plus radical, les fractions gauchistes trotskistes présentes au sein du PT tout en appelant les ouvriers à se mobiliser derrière la Centrale Unique des Travailleurs (CUT, syndicat).

Pour la classe ouvrière, il n'existe qu'une seule voie : lutter de façon résolue contre tous les licenciements, contre les pertes de salaires de toute nature, dans tous les secteurs, et rester sourde aux promesses sociales mensongères de la gauche (PT, PdT, PCB), à ses invitations à prendre parti dans un débat économique sur "les solutions nationales" à la crise.

M
(10/5/90)

"TERRITOIRES OCCUPES" LE MIROIR DE LA DECOMPOSITION DU CAPITALISME

■ Il a seulement fallu qu'un dément, rongé par l'idéologie nationaliste, décharge son fusil sur des ouvriers palestiniens pour mettre le feu aux poudres. En quelques heures, Israël et ses alentours ont connu une flambée de colère et de violence sans précédent.

Le processus, déjà connu dans cette région depuis des années, qui voit la répression meurtrière de l'armée israélienne répondre aux manifestations de femmes et d'enfants, s'est développé cette fois comme un incendie. Ce ne sont plus seulement les territoires occupés qui se sont embrasés, mais encore le territoire d'Israël ainsi que la Jordanie. A la colère des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie a fait écho celle des Palestiniens parqués autour d'Amman et même celle des populations arabes d'Israël.

Aujourd'hui, on n'assiste pas seulement à la barbarie "classique", qui se perpétue depuis quelques années à travers le schéma Intifada-répression, exploité à son avantage par la bourgeoisie palestinienne, mais aussi à des signes de plus en plus évidents du chaos général qui submerge cette région du monde. Ce chaos est le résultat de la misère croissante qui y sévit, pas seulement pour les Palestiniens des territoires occupés, mais également pour des populations sans cesse croissantes et dont la colère ne demande qu'à s'exprimer.

Mais ce chaos est aussi le résultat des difficultés accrues qu'a la bourgeoisie à gérer la situation, à maintenir un tant soit peu le calme et l'ordre :

- En premier lieu, les grandes puissances occidentales, en particulier les USA, qui ont de plus en plus de mal à contrôler les rivalités impérialistes locales qui tendent toujours davantage à s'exprimer aujourd'hui et qui permettent aux sentiments nationalistes de tous bords de se développer et de servir d'exutoire à la colère des populations.

- En second lieu, les bourgeoisies locales et en particulier la bourgeoisie israélienne, qui est aujourd'hui bloquée par ses divergences, par les institutions de son Etat et par la raideur et la stupidité de sa politique ; sans oublier la bourgeoisie palestinienne elle-même, qui parvient de moins en moins à discipliner "ses" troupes, comme cela s'est produit récemment à Nazareth où les notables palestiniens ont été consués.

Cette situation est grave et dangereuse non seulement par le chaos politique et social, par la barbarie quotidienne qu'elle connaît, mais aussi par les perspectives d'aggravation qu'elle contient. Dans ces conditions, les tensions guerrières locales sont loin d'être négligeables, comme en témoignent les déclarations incendiaires récentes de l'Irakien Saddam Hussein et l'influence plus importante qu'ont les pays "durs" au sommet arabe de Bagdad.

Voilà pourquoi ces derniers jours connaissent une grande agitation diplomatique, avec, comme point d'orgue la réunion du conseil de sécurité à Genève où l'invité principal n'était autre qu'Arafat lui-même. Tout ce remue-ménage n'est que le signe de l'inquiétude de la bourgeoisie, en particulier celle d'Occident, qui, aujourd'hui, cherche à exercer des pressions sur les bourgeoisies locales et notamment sur celle d'Israël. C'est comme cela qu'il faut interpréter la "mauvaise humeur" de Bush vis-à-vis de ses "amis de Jérusalem". C'est comme cela qu'il faut déchiffrer les interventions diplomatiques de la CEE et de la France en particulier : l'Etat français, directement sollicité par Arafat, n'a-t-il pas immédiatement dépêché sur place son Kouchner de service, avec l'intention de nous faire croire qu'il s'agit d'organiser "une action humanitaire" ? (Il est remarquable de voir ces socialistes français, hypocrites, parler d'action humanitaire au profit des Palestiniens et dans le même temps envoyer des troupes réprimer les émeutes de la faim au Gabon.)

Comme toutes ces pressions ne semblent pas, pour l'instant, avoir un effet suffisant, en particulier sur la bourgeoisie israélienne, les Occidentaux vont jusqu'à menacer d'intervenir directement dans les territoires occupés si nécessaire : c'est le sens de la proposition actuelle d'y envoyer des "casques bleus".

Une chose doit rester claire : que les grandes puissances interviennent plus ou moins directement ou qu'elles n'interviennent pas ne change pas fondamentalement les perspectives barbares de la situation dans cette région du monde, parce que ce sont les seules perspectives vers lesquelles mène le capitalisme dans le monde entier.

JE
(26/05/90)

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 5 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS :

Yv (Lille) : 500F ; Did. (Rouen) : 200F ;

Bordeaux :
RP de mars : JCEV : 200F ;

Marseille :
RP de mars : Jos : 50F ; Als : 50F ; Ands : 11F ;

Nantes :
RP d'avril : D : 200F ; Ak : 100F ; JCEV : 200F ;

RP mai : DC : 200F ; Ank : 200F ; LD : 50F ;

Tours :
Permanence du 28.04 : Dd : 25F ; Nat. : 25F ; Eve : 50F ;
Geo : 300F ; Do : 10F ; Bru : 4F ;

Paris :
Permanence du 28.04 : P. : 100F ;
RP du 12.05 : Al : 50F ; FG : 10F ; Damien : 40F ; LL : 30F ;
MC : 300F ; Stanley : 100F ; LC : 100F ; MC-TP : 30F ; R : 25F ;
JLV : 50F ; B : 25F ; P : 25F ; FC : 50F ; FM : 30F.

TOTAL : 3 340 F ;
TOTAL 1990 : 14 807 F.

AVIS AUX LECTEURS

Nous avons ouvert une souscription pour "L'histoire de la gauche germano-hollandaise". Cet ouvrage étant très volumineux, sa publication a pris du retard et paraîtra au cours du premier semestre 1990.

Les souscriptions ne sont pas perdues : nous tenons à nous excuser auprès des souscripteurs qui seront servis en priorité dès la parution de l'ouvrage.

LISEZ
NOTRE BROCHURE



GABON

MITTERRAND ENVOIE SES TROUPES CONTRE LES EMEUTES DE LA FAIM

■ Scènes d'émeutes, pillages de magasins, destruction de bâtiments officiels, mises à sac des concessions aménagées des compagnies pétrolières, de villas (jusqu'à la résidence officielle du chef de l'Etat), prises d'otages, etc. Et, face à une telle "anarchie", comme le disent les journaux bourgeois, des troupes gouvernementales faisant la chasse aux émeutiers, avec le soutien puissant et efficace de plusieurs bataillons de l'armée française. Voilà les images qui nous parviennent de Libreville et Port-Gentil, les deux principales villes du Gabon.

Mais ce chaos énorme, qui a pris ces derniers jours un tour plus dramatique, n'est que l'aboutissement d'une situation qui n'a cessé de se dégrader depuis plusieurs mois ; au point qu'aujourd'hui, le gouvernement français a été obligé de dépêcher de nouvelles troupes pour tenter de sortir Omar Bongo, le "président à vie", d'une situation qu'il ne contrôle plus.

En effet, il n'y a plus grand-chose de contrôlable dans ce pays.

L'économie est dans un gouffre sans fond et rien ne peut l'empêcher de s'y enfoncer encore plus profondément. Déjà, ses recettes pétrolières ont chuté de plus de 50 % de 1985 à 1988 ; quant au budget de l'Etat, il a fondu de moitié en un an et le trou financier de la dette extérieure est vertigineux. Ce pays que tout le monde appelait l'"eldorado de l'Afrique" a vu, ces dernières années, les famines se développer et la misère s'aggraver d'autant plus que le pouvoir gabonais a tout fait pour multiplier les taxes et les impôts et pour réduire les salaires.

Si la situation est devenue encore plus intolérable pour les populations, c'est que, en outre, le pouvoir en place n'a été capable de mettre en avant que son mépris et sa brutalité. Aux manifestations de plus en plus fréquentes de ces derniers mois, Bongo n'a su répondre que par la férocité de ses forces répressives ; et tandis qu'il exigeait des restrictions incroyables des populations sans cesse davantage affamées, lui et les siens ne cessaient d'étaler leur richesse ostensiblement et de développer ouvertement une écoeurante corruption au sein de l'Etat qu'ils dominent.

Au début de cette année, face aux importantes manifestations de colère qui se sont exprimées dans son pays, le président à vie a bien cherché à montrer quelques "bonnes intentions" mais cela n'a pas suffi. Malgré la carotte démocratique qu'il a mise en avant et ses promesses d'instaurer le multipartisme, malgré le fait qu'il ait reculé sur les mesures économiques en acceptant la plupart des revendications, la colère générale n'a cessé de s'aggraver au point que la moindre étincelle (l'assassinat présumé d'un opposant) a remis le feu aux poudres. Aujourd'hui, le chaos est tel qu'aux émeutes de la faim sont venus s'ajouter des affrontements inter-ethniques. Il est si grave et si profond qu'il met en danger, non seulement le pouvoir de Bongo et des siens, mais aussi l'existence même de la bourgeoisie autochtone. Voilà pourquoi, aujourd'hui, même les fractions bourgeoises de l'opposition à Bongo appellent la France au secours.

Et c'est cette situation que les militaires français sont allés "régler" par le feu et par le sang.

Il n'y a aucune illusion à se faire : le Gabon est l'une des chasses gardées en Afrique de l'impérialisme français. Il est de notoriété publique que c'est l'Etat français qui a installé les gens actuellement au pouvoir dans ce pays depuis l'indépendance en 1960. Six cents militaires français équipés d'auto-mitrailleuses et bénéficiant d'une couverture aérienne importante (avions de chasse, de transport et de ravitaillement) sont stationnés en permanence à Libreville, sans oublier les officiers qui encadrent les gardes présidentielles.

Ces forces ne sont pas là pour les beaux yeux de Bongo mais bien parce que le capital français a de très gros intérêts économiques à défendre, notamment ceux de la compagnie pétrolière Elf-Aquitaine, qui partage avec Shell 90 % de la production.

Aujourd'hui, alors que la crise économique mondiale n'a jamais été plus grave et que la situation initiée par l'effondrement du bloc de l'Est ouvre des perspectives difficiles et confuses pour tous les impérialismes du monde, le capital français n'a d'autre choix que de s'accrocher bec et ongles aux quelques chasses gardées qui lui restent. Voilà pourquoi l'Etat français a dépêché de nouveaux bataillons suréquipés au Gabon et qu'il en maintient d'autres en alerte. Voilà pourquoi toutes ses déclarations sur la nécessité de "défendre les ressortissants français et de veiller à leur protection et à leur sauvegarde" ne sont que des mensonges et surtout des moyens pour justifier sa politique impérialiste musclée. Sur ce plan-là, le gouvernement socialiste a trouvé dans la classe politique bourgeoise toute entière et dans les journalistes de tous bords de précieux collaborateurs : ils n'ont eu de cesse de se lamenter sur ces pauvres Français pris en otages et de crier partout qu'il faut "assurer leur sécurité".

C'est parce que la réalité sordide de leurs intérêts impérialistes est de plus en plus évidente que les bourgeois s'évertuent à monter tout ce battage et à chercher à justifier leur intervention militaire sanglante contre des populations affamées qui n'ont comme seule ressource que les émeutes et le pillage.

Voilà le vrai visage des hérauts de la "démocratie" qui nous gouvernent, ceux qui, depuis des mois, ne cessent de nous vanter les mérites de leur système. Mais ce système fait aujourd'hui encore une fois, et sans retenue, la preuve de sa barbarie au Gabon.

JE
(26/05/90)

Courant Communiste International
Revue Internationale / 61

2^e trimestre 1990 15 # / 75 fb

Situation internationale

APRES L'EFFONDREMENT DU BLOC DE L'EST, DESTABILISATION ET CHAOS

LA CRISE DU CAPITALISME D'ETAT

La nature de classe de l'URSS

L'EXPERIENCE RUSSE

Propriété privée et propriété collective
Internationalisme, 1946

Polémique

LE VENT D'EST ET LA REPONSE DES REVOLUTIONNAIRES

LE RAPPORT FRACTION-PARTI, II

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

RACISME ET ANTI-RACISME :

DEUX IDEOLOGIES CONTRE LE PROLETARIAT

L'hypocrisie des Mitterrand, Chirac et Cie est ignoble !
Ces chauvinistes tricolores, qui ont toujours été racistes contre les ouvriers immigrés, qui demandent d'accepter les baisses de salaire et les licenciements de masse au nom de l'"intérêt national", qui aujourd'hui envoient l'armée au Gabon pour massacrer les africains affamés, appellent maintenant à la "lutte contre le racisme". Mais, en réalité, c'est LEUR système capitaliste, avec ses sauvages lois de la concurrence, qui est responsable dans le monde entier des terribles crimes nationalistes et racistes.

Aut lieu de soutenir cette pseudo-démocratie capitaliste, pourrie jusqu'à la moelle, au nom de "l'anti-racisme" mensonger, les ouvriers de tous les pays doivent lutter en commun contre ce système. C'est le seul moyen pour détruire le nationalisme et le racisme à sa racine.

BORDEAUX :

Réunion publique le 23 juin,, au café des Arts, 138, cours Victor Hugo. Attention, l'heure de cette réunion est fixé à 14 heures. Au comptoir demander la réunion publique de RI (Revue Internationale).

LILLE :

Permanence le 16 juin de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3^e dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Permanence le 13 juin à 18h au café "Le Français" 2, place A. Poncet, Lyon 2^{ème}, M° Bellecour.
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, le 10 juin à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le 22 juin à 21h. Rendez-vous au métro sortie station des Chartreux.
Permanence le 13 juin de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.
Vente de la presse le samedi 23 juin au marché de la Plaine, place Jean Jaurès (5^{ème}) de 11h à 12h.

NANTES :

Réunion publique le 16 juin à 17h à "La Fraternité Protestante" 3, rue Amiral Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence les 8.06 et 6.07 à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les 16.06 et 7.07 de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le 9 juin à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Permanence tous les samedis, sauf les 2, 9 et 30 juin, de 18h à 20h, même adresse que la RP.

Nous signalons d'autre part que nous tiendrons un stand à la "Fête de Lutte Ouvrière" du 2 au 4 juin et que nous y organiserons des forums sur les thèmes suivants :
-Après l'effondrement du bloc de l'Est, que deviennent ses défenseurs trotskistes ?
-Ce n'est pas le communisme qui meurt, c'est son pire ennemi : le stalinisme.
-L'union sacrée antiraciste, politique anti-ouvrière.

ROUEN :

Réunion publique le 16 juin à 14h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le 22 juin à 21h au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles). En juillet, RP le 27.07, même heure, même adresse, sur un thème non encore défini.
Permanences les 15.06, 6 et 20.07 à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse les 10.06 et 22.07 de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Pucés, place St-Sernin.

TOURS :

Permanences les 23.06 et 7.07 à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134,BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Pour tous contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de REVOLUTION INTERNATIONALE avec la mention suivante : R.I./R.M

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal ;

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES DU CCI

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933
13F + 5F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)
10F + 6F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

LE STALINISME EST LA NEGATION DU COMMUNISME

La bourgeoisie utilise à l'heure actuelle la banqueroute des régimes stalinien pour démontrer que "le communisme a fait faillite de manière irrémédiable", que toute tentative de révolution conduirait inévitablement au chaos et à la banqueroute qui règne dans les pays de l'Est, que le seul système acceptable est, malgré tout, le capitalisme. En identifiant le stalinisme avec le communisme, le marxisme et le mouvement ouvrier, la bourgeoisie vise à nous faire renoncer à notre passé, à la continuité historique des positions de classe que le prolétariat et son avant-garde révolutionnaire ont forgées durant deux siècles de luttes héroïques. Elle cherche à nous faire abhorrer l'unique perspective, le communisme, capable de libérer l'humanité de ce système sans avenir. Contre cette offensive politique déchaînée par le capital, nous devons réaffirmer avec force que :

1) le stalinisme est l'ennemi le plus cynique et le plus féroce

■ Contrairement à ce que cherche à nous faire croire la bourgeoisie, le stalinisme n'a rien à voir avec le communisme. Ce sont deux mondes, deux types de sociétés complètement antagoniques. La doctrine "communiste" des partis et régimes staliens constitue une révision et une adultération totales des principes et positions du mouvement ouvrier ainsi que de la lutte pour le communisme.

LE COMMUNISME NE PEUT EXISTER QU'À L'ÉCHELLE MONDIALE. LES RÉGIMES DE L'EST SE SONT CONSTITUÉS SUR LE NATIONALISME LE PLUS FÉROCE

Le communisme ne peut exister qu'à l'échelle mondiale. Le socialisme en un seul pays est impossible. Lorsque Staline proclama en 1926 la "construction du socialisme en Russie", les révolutionnaires de la gauche communiste dénoncèrent cette théorie comme une farce et y virent le signe de l'effondrement de la révolution en Russie et de l'intégration de ce pays dans la chaîne capitaliste mondiale.

En 1847, Engels écrivait : *"La révolution pourra-t-elle se produire dans un seul pays ? Non. La grande industrie, en créant le marché mondial, a déjà rapproché si étroitement les uns des autres les peuples de la terre, et notamment les plus civilisés, que chaque peuple dépend de ce qui se passe chez les autres. Elle a, en outre, uniformisé dans tous les pays civilisés le développement social à tel point que, dans tous ces pays, la bourgeoisie et le prolétariat sont devenus les deux classes décisives de la société, et que la lutte entre ces deux classes est devenue la principale lutte de notre époque. La révolution communiste, par conséquent, ne sera pas une révolution purement nationale ; elle se produira en même temps dans tous les pays civilisés, c'est-à-dire tout au moins en Angleterre, en Amérique, en France et en Allemagne (...). Elle exercera également sur tous les pays du globe une répercussion considérable, et elle transformera complètement et accélérera le cours de leur développement. Elle est une révolution universelle ; elle aura, par conséquent, un terrain universel."* ("Principes du communisme".)

Le marché mondial impose ses lois à tous les pays. Seule la destruction du capitalisme mondial peut permettre l'ouverture d'un processus historique qui conduira au communisme. Pendant ce temps, les pays où la révolution a triomphé ne peuvent être que happés dans le réseau du marché mondial. C'est pour cela que la tâche cruciale du prolétariat de ces pays n'est pas de construire d'illusoire structures communistes, mais d'étendre la révolution au monde entier.

Le communisme est totalement incompatible avec la division du monde en nations, langues, races... Ainsi, la notion même de "nations communistes" est un non-sens total. La société communiste ne peut être que la communauté humaine mondiale.

LE COMMUNISME EXIGE L'ABOLITION DE L'ÉTAT. LES RÉGIMES DES PAYS DE L'EST SONT FONDÉS SUR LA TERREUR ET UN ÉTAT POLICIER

Le communisme est une société sans classes et donc sans État.

La destruction de l'État bourgeois dans tous les pays ouvre le processus de transition du capitalisme au communisme. Durant cette période, dans la mesure où se maintiennent encore des classes sociales (bien que la bourgeoisie soit chassée du pouvoir, il existe cependant encore des classes non exploitées comme les paysans, les artisans, etc.) et la loi de la valeur, il continue de subsister un semi-État qui tente d'éviter l'écroulement de la société sous l'effet de persistants conflits de classe, avec le danger qu'ils contiennent de restauration

du communisme ;

2) les véritables continuateurs du mouvement révolutionnaire n'ont jamais été les bureaucrates des régimes staliens ni de leurs supporters occidentaux (les soi-disant partis "communistes" et l'ensemble de l'extrême gauche du capital, notamment trotskistes et maoïstes) mais les groupes de la gauche communiste -de laquelle se réclament le CCI et d'autres courants prolétariens-, qui, à la fin des années 20, menèrent le combat contre la déchéance de l'Internationale communiste et contre le stalinisme ;

3) le contenu des principes prolétariens est diamétralement opposé et antagonique aux mensonges staliens. Dans cet article, nous nous arrêtons sur ce dernier point en démontrant, même si brièvement, comment les régimes des pays de l'Est n'ont rien à voir avec le communisme mais constituent en réalité des formes aberrantes du capitalisme.

du capitalisme.

Cependant, ce semi-État est un instrument conservateur auquel le prolétariat ne peut s'identifier. Il doit le contrôler et, en même temps, au fur et à mesure qu'il va libérer la production des entraves de la loi de la valeur et intégrer en son sein les autres couches sociales, il doit affaiblir ce semi-État jusqu'à sa complète et totale extinction. Le communisme est la "substitution du gouvernement des hommes par l'administration des choses" (Engels) et, de ce fait, il n'a rien à voir avec les régimes des pays de l'Est, où domine un État bureaucratique et policier, ouvertement dictatorial et totalitaire. Avec le triomphe de la contre-révolution stalinienne à partir de la fin des années 20, l'État en Russie, loin de s'éteindre, n'a fait au contraire que s'hypertrophier de façon monstrueuse.

Cette tendance de l'État russe n'est pas, comme on a toujours cherché à nous le faire croire, une particularité spécifique aux régimes staliens. C'est une caractéristique générale de tous les pays capitalistes, qu'ils soient "démocratiques" ou "dictatoriaux".

Le capitalisme décadent nécessite le renforcement extrême de l'État pour éviter la dislocation totale de la société et pour encadrer le prolétariat. C'est pour cela que l'État est un État totalitaire, qu'il prenne ou non une apparence "démocratique".

LE COMMUNISME EST LA PLEINE SATISFACTION DES BESOINS HUMAINS. LES RÉGIMES DES PAYS DE L'EST, C'EST LA PÉNURIE ET LE RATIONNEMENT

Le communisme, c'est la production massive de biens de consommation pour satisfaire pleinement les besoins matériels des hommes. Il n'a rien à voir avec les régimes fondés sur le développement de l'industrie lourde, sur la production d'armements, sur la destruction de l'environnement et le rationnement draconien qui, au cours des soixante dernières années, ont dévasté les pays de l'Est.

La possibilité de satisfaire pleinement et abondamment les besoins de tous les êtres humains, d'abolir les famines et la pénurie, n'est pas une utopie. Le capitalisme a permis le développement des forces productives à un niveau tel qu'il permet d'atteindre cet objectif, mais la nature de ce système fondé sur le travail salarié et sur la production marchande, conduit justement à son contraire : la faim, le chômage, et la destruction.

Précisément, la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste, celle qui conduit à la crise et à l'holocauste guerrier, n'est pas la sous-production de biens de consommation mais, au contraire, leur excès, leur sur-production. En revanche, comme le signalait Engels, dans la société communiste, "au lieu de créer de la misère, la production au-delà des besoins actuels de la société assurera la satisfaction des besoins de tous et fera apparaître de nouveaux besoins en même temps que les moyens de les satisfaire. Elle sera la condition et la source de nouveaux progrès qu'elle réalisera sans jeter périodiquement, comme c'était le cas jusqu'ici, le trouble dans tout l'ordre social." ("Principes du communisme")

Les régimes des pays de l'Est sont tout le contraire du communisme : ils constituent une forme extrême et aberrante du capitalisme. Ils sont une illustration caricaturale de la nature même du capitalisme décadent : toutes les ressources, toutes les énergies, la technique, la science, sont totalement consacrées à l'armement, c'est-à-dire au gaspillage et à la destruction.

Les grands pays industrialisés d'Occident, dans la mesure où ils sont plus développés, peuvent consacrer une certaine partie de leurs forces productives à la consommation et au développement de la technologie, ce qui leur permet de dis-

simuler ce qui est mis à nu dans les pays de l'Est : la subordination radicale de l'économie à la production de guerre et au gaspillage.

LE COMMUNISME, C'EST L'ABOLITION DE L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME

La duperie du stalinisme consiste à faire passer pour du communisme la propriété étatique des moyens de production, laquelle aurait détruit le capitalisme assimilé au capitalisme privé. Mais, comme l'ont démontré Marx et Engels, le capitalisme est avant tout un rapport social de production qui suppose la séparation de l'ouvrier de tout moyen de subsistance et sa soumission, pour pouvoir survivre, au travail salarié, c'est-à-dire au travail consistant à produire pour les propriétaires des moyens de production, qui peuvent être des capitalistes particuliers ou des États.

Par ailleurs, les staliens, de même que les trotskistes, nous ont présenté pendant des décennies la planification centralisée et le monopole étatique du commerce extérieur comme du "communisme". Le capitalisme, à l'échelle nationale, admet une réglementation de l'économie. Dans les pays capitalistes d'Occident, cette planification par l'État de la vie économique est omniprésente et, de ce fait, plus efficace et rigoureuse que le système russe de "planification centralisée", où (comme nous l'avons démontré dans différents articles sur l'effondrement actuel du bloc de l'Est), l'État central ne contrôle absolument rien.

En réalité, comme l'a affirmé depuis de nombreuses années la gauche communiste, ce contrôle étatique de l'économie est une tendance universelle du capitalisme aussi bien à l'est qu'à l'ouest. La seule différence réside dans le fait qu'à l'ouest, le contrôle de l'État coexiste avec la bourgeoisie privée et sa domination sur la société ainsi que sur la vie économique s'exerce sous une forme indirecte (manipulation du marché, du crédit, de la monnaie, des impôts, du pouvoir d'achat...), sans qu'il soit nécessaire de recourir à la propriété étatique.

La propriété sociale (et non étatique) est une caractéristique de la société de transition du capitalisme au communisme.

Elle suppose la disposition par l'ensemble de la société, et non par une classe minoritaire s'appuyant sur l'État (comme c'est le cas dans les pays de l'Est), de la production sociale. Cela ne peut se réaliser, en premier lieu, qu'à travers le contrôle collectif par l'ensemble de la classe ouvrière de cette production et ce contrôle ne peut s'exercer que par la médiation, non d'un parti ou d'une couche bureaucratique, mais des conseils ouvriers (voir RI n° 190). En second lieu, cet objectif ne peut être atteint que par l'orientation même de la production, qui doit viser à développer massivement les moyens de consommation et à transformer de façon consciente les conditions de vie de l'humanité. Tout cela va complètement à l'encontre du développement de l'industrie lourde, de la production d'armements et du gaspillage qui caractérisent le capitalisme à l'ouest comme à l'est. La planification est un instrument du communisme. Mais il ne s'agit pas de la même planification que celle qui consiste à développer l'économie de guerre pour les besoins du capital national. Il s'agit d'une planification visant à satisfaire les besoins de la communauté humaine entière, à utiliser de façon rationnelle les ressources mondiales et à transformer harmonieusement la nature.

La planification, dans le communisme, est une activité conçue à l'échelle mondiale, consciente, réalisée collectivement et de façon unitaire par toute la population. La "planification", dans le capitalisme, se réalise à l'échelle nationale (et, par conséquent, de façon anarchique et contradictoire selon les différents pays), de manière aveugle dans la mesure où elle est soumise aux impératifs des lois économiques qui régissent le marché mondial. Sa seule fin réside dans la défense des intérêts de chaque bourgeoisie nationale en concurrence avec ses partenaires des autres pays et en contradiction avec les intérêts de ceux qu'elle exploite.

Plus que jamais l'avenir appartient au communisme.

(D'après "Accion proletaria", organe du CCI en Espagne, n° 89)

NB : Nos positions sur le contenu et les caractéristiques de la société communiste ont été développés dans différents textes :
- "La période de transition du capitalisme au communisme";
- Revue Internationale n° 25 : "Russie 1917 et Espagne 1936"
- Revue Internationale n° 29 et 30 : "Critique de Boukharine"
- RI n° 60, 62 63 et 64 : "La perspective du communisme"
- RI n° 190 : "Le prolétariat devra imposer sa dictature pour mener l'humanité à son émancipation"

Les lecteurs intéressés par ces documents peuvent les obtenir en écrivant à notre boîte postale.

Revolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie**.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. En détruisant l'État capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'État, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre État capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttres de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.